

« Quand les dirigeants font des bêtises, les peuples trinquent »

L'Europe veut être digne du Nobel ? Qu'elle augmente de 20 % son budget, pour la croissance, nous dit Jacques Delors. Si elle n'ouvre pas les chemins de l'espoir de la reprise et de la solidarité, elle risque d'échouer.

ENTRETIEN

Un duo mythique : c'est l'affiche que présentait le Parlement européen à Bruxelles, mercredi dernier. La chaîne allemande ARD avait demandé à Helmut Schmidt, ex-chancelier allemand, de choisir un interlocuteur pour un entretien de prestige. Delors, a-t-il répondu, « parce que j'ai confiance en lui. »

Delors a répondu présent, donnant droit à deux heures d'une conversation peu banale entre deux monstres sacrés, venus secouer cette Europe qu'ils estiment en danger. A 93 ans, Helmut Schmidt, tout en fumant huit cigarettes au milieu de l'hémicycle, a lancé au Parlement européen, un appel à la rébellion. A 87 ans, Jacques Delors n'a pas été en reste, incitant, dans l'interview exceptionnelle qu'il nous a accordée, à une augmentation du budget européen de 20 %, le tout étant consacré à la croissance. « Parce que si l'Europe n'est pas en mesure, d'une manière raisonnable, compte tenu des efforts que doivent faire les gouvernements, d'ouvrir les chemins de l'espoir de la reprise économique et de la solidarité sociale, alors, elle risque d'échouer. » On est prêt à parier que le président de la Commission qu'il était, aurait menacé le Parlement d'un « Si vous ne faites pas cela, je m'en vais ».

Jacques Delors nous reçoit à l'hôtel Amigo de Bruxelles, au lendemain de sa prestation avec Helmut Schmidt. Il est très en forme. Facétieux, charmeur, mais surtout implacable dans ses constats, très sûr dans ses solutions et merveilleux de conviction dans son incantation aux dirigeants : « On conduit les peuples à travers les grandes idées. »

Grave et émouvant lorsqu'il rappelle la boussole qu'est cette Europe sacrée par le prix Nobel, pour nous Européens, et pour le monde : « Elle crée la capacité de vivre ensemble – la Paix – et la force de passer des compromis positifs. » On se prend à penser que c'est Delors qui aurait pu être à Oslo pour recevoir ce prix Nobel, mais surtout, qu'il manque cruellement à la crise actuelle. Personne comme lui – hormis peut-être le Parlement – ne parle plus « européen ».

Vous restez optimiste dans la crise ?

En tant que militant européen, il faut avoir l'âme chevillée au corps. Si ce projet s'écroulait, ce serait pour beaucoup de gens que vous connaissez, et pour moi-même une tragédie. Dans ce domaine-là, nous aurions travaillé pour rien. On garde l'optimisme car nous n'en sommes pas là. Mais je considère que nous sommes face à trois défis. Le premier est celui de l'évolution de nos sociétés européennes, marquées par un individualisme croissant, une méfiance accrue vis-à-vis de la chose publique et de la politique, Vous allez dire que je suis le philosophe au bord de la route, mais il faut tenir compte de ces évolutions qui ne rendent pas facile l'adoption de grands projets ou même de l'idée – que je répète sans arrêt –, que les Euro-

péens ont le choix entre la survie et le déclin.

Le deuxième défi, c'est la mondialisation qui effraie nos citoyens et les amène, d'une part, à une recherche d'identité qui dépasse l'économique et, d'autre part, à un réflexe régional et national. Cela a beaucoup d'influence sur le comportement de la classe politique. Ils sont élus et ne peuvent donc pas ignorer les craintes des populations. Ils doivent faire avec les populismes de droite et de gauche. Ce qui met de plus en plus en cause l'universalisme, une des valeurs fondamentales de l'Europe, que le prix Nobel a bien souligné. Quand on commence à se méfier de ceux qui viennent d'ailleurs, ce n'est plus la même Europe.

Le troisième défi est la crise de l'euro qui occulte hélas les autres problèmes de l'Europe – la finalité de la grande Europe – à 27.

Cela rend-il les choses impossibles ?

Non. Mais l'autre grande difficulté c'est la mécanique interne. La méthode communautaire qui est au cœur de la création de la Communauté, puis de l'Union européenne, ce processus de préparation des débats, des décisions et d'exécution, a été de plus en plus négligé par les gouvernements, voire brutalement marginalisé. Et cela nous ramène à l'ambiance du Traité de Westphalie (1648), où chaque Etat ne faisait prévaloir que son égoïsme, ne songeait qu'à ses propres intérêts. Quand la méthode communautaire fonctionne, les problèmes sont mieux posés, les discussions au Conseil européen deviennent considérablement plus faciles, et le message est simple et clair, ce qui renforce la démocratie.

Qui a brutalement marginalisé cette méthode communautaire ? Sarkozy ?

C'est pendant cette période que les choses se sont aggravées. Mais il n'y a pas que lui. La plus grosse responsabilité incombe aux chefs d'Etat, ce sont eux qui ont bousculé le processus. Chacun fera son examen de conscience. On a marginalisé tout cela à la fois parce qu'il n'y a pas en France un grand attachement aux méthodes communautaires. Le résultat est là : les problèmes sont moins bien po-

sés en temps utile. Il faut dire aussi dire que nos dirigeants ont eu affaire à une crise financière redoutable venue des USA. D'autant plus que, comme je ne cesse de le dire depuis 1997, l'euro souffrait d'un vice de conception.

Il y a une culpabilité historique : quand tout allait bien, on n'a pas pris la décision de résoudre ce vice de construction et de compléter l'Union économique et monétaire (UEM). Pourquoi ?

Le vice de construction est très impor-



« Si le Conseil de l'euro avait parlé des politiques nationales, ne se serait-il pas aperçu de la situation en Grèce ? »

tant car je ne suis pas sûr qu'on en ait tiré toutes les leçons. Dans le rapport du Comité Delors de 1989, il y avait un équilibre entre le monétaire et l'économique. Quand ils ont décidé en 1997, le monétaire a été bien conçu. Ils avaient exigé une banque centrale indépendante – je tresse d'ailleurs des couronnes à la BCE qui, depuis quatre ans, nous aide à franchir ce mauvais cap –, ce qui prouve quand même qu'une institution fédérale peut être utile. Mais ils se sont réunis et ont décidé de faire un pacte de stabilité. Et comme ils avaient oublié la partie économique, il y a un type astucieux qui a fait ajouter « et de croissance ». C'est se moquer du monde ! Il fallait, à côté de la surveillance financière et monétaire, une coopération entre les politiques économiques nationales. Je ne parle pas d'une politique économique européenne.

Cette coopération entre politiques nationales n'a jamais existé. Réfléchissez : si

le Conseil de l'euro avait parlé des politiques économiques nationales lors de ses réunions, ne se serait-il pas aperçu de ce qui se passait en Grèce, en Irlande, en Espagne ? Je remarque d'ailleurs, Mme Merkel a dit l'autre jour au Parlement européen qu'elle avait relu le rapport Delors, et qu'on ne l'avait pas appliqué et qu'il fallait revenir à lui et à son esprit. C'est comme si elle avait lu le mode d'emploi de l'Europe après coup ?

Sans vouloir faire de la prétention technocratique, la monnaie, c'est à part, c'est vraiment exceptionnel. Le marché unique, on y est arrivé. J'avais trouvé le bon accord entre les pays : ils ont bien compris qu'on ne pouvait pas faire le marché unique si on continuait à tout décider à l'unanimité, et s'il n'y avait pas de politique de solidarité (la cohésion économique et sociale). Mais la monnaie c'est autre chose, c'est une dimension économique essentielle, c'est le cœur du financement, c'est le réseau sanguin, et en même temps un symbole. La Commission avec 27 pays ne sait peut-être plus gérer les choses comme vous le faisiez ?

Vous pouvez très bien le faire à 27. La méthode communautaire est simple. Le Conseil européen des chefs d'Etat donne les orientations, le Conseil des ministres tranche en codécision avec le Parlement, la Cour de justice contrôle. L'institution qui, tous les jours, essaye de trouver l'intérêt européen, et est au service des gouvernements, c'est la Commission qui teste, propose, met parfois en jeu son droit d'initiative – c'est son seul argument –, après avoir essayé de trouver le consensus ou une majorité. Comme l'a très bien expliqué le président du prix Nobel, ce qu'on admirait en Europe, c'était la capacité à vivre ensemble – la Paix – mais aussi la force de passer des compromis positifs.

Il y a une grande fatigue des opinions publiques, la montée des nationalismes.

Les problèmes de l'euro ont occulté le reste. Je vous ai expliqué pourquoi on aurait pu affronter la crise financière venue des Etats-Unis, dans de meilleures



conditions. Dans la crise, comme le disent très bien MM. Giscard d'Estaing et Schmidt, ce n'est pas l'euro qui est en cause, ce sont les bêtises faites par les gouvernements. Je prétends que si on avait été fidèle au rapport Delors, on aurait pu voir ces bêtises et les stopper. Mais quand des gouvernements font des bêtises, hélas ? les peuples trinquent. Par rapport à tous ceux qui souffrent – et c'est vrai qu'ils souffrent – les mauvais bergers sont de deux genres : il y a ceux qui disent que c'est la faute de l'Europe et ceux qui disent que c'est la faute d'une idéologie néolibérale. En réalité, la rigueur est une constante ! Elle est nécessaire. Mais l'Europe a dû faire face en plus, et ce n'est pas facile, à ce dérèglement du monde financier et de l'idéologie néolibérale. Mais elle a dû le faire dans une structure de l'UEM inadaptée, et avec la montée des nationalismes rampants ■

Propos recueillis par
BÉATRICE DELVAUX
JUREK KUCZKIEWICZ

► **P.2 L'ÉDITO**

► **P.9 L'UE REÇOIT CE LUNDI LE PRIX NOBEL DE LA PAIX**

HELMUT SCHMIDT APPELLE À LA RÉBELLION ET À UN PUTSCH DU PARLEMENT EUROPÉEN

Helmut Schmidt (93 ans), ex-chancelier allemand SPD (1974-1982), a formulé mercredi l'espoir d'une rébellion du Parlement européen. Notamment pour faire augmenter le budget. Il en a même appelé à une reprise, à un « putsch ». Précisant que c'était la raison pour laquelle il a fait le déplacement à Bruxelles. Impressionnant, raconte Paul Goossens, éminent chroniqueur européen, qui a assisté à l'événement. « Un chômage qui atteint plus de la moitié des jeunes en Grèce et en Espagne, c'est un scandale ! », s'est-il indigné. « C'est du jamais-vu dans notre histoire, même pendant la grande dépression. C'est ça qui doit servir de point de départ des discussions budgétaires pour les deux ou trois années à venir. C'est le plus important ! Il faut renforcer la partie budgétaire consacrée à la création d'emplois. » Sur l'Europe, il a déclaré : « Aucun membre de gouvernement aujourd'hui n'a connu la guerre comme soldat. C'est avec beaucoup d'efforts que nous avons pu construire cette Europe actuelle. Les gouvernants d'aujourd'hui pensent que c'est normal. Non, cela ne l'est pas. » B. DX.

JACQUES DELORS

Président de la Commission européenne de 1985 à 1994, Jacques Delors (87 ans) a commencé sa carrière à la Banque de France et au Commissariat au Plan, avant d'entrer sur la scène politique française. Il refusera de se présenter à la Présidence, au grand regret de beaucoup. Il poursuit son action, à plus de 87 ans, grâce au « think tank » qu'il a fondé en 1996, « Notre Europe-Institut Jacques Delors ». Il a également participé en 2010 à la fondation du Groupe Spinelli au Parlement européen.



Jacques Delors était à Bruxelles pour dialoguer avec Helmut Schmidt ainsi que pour assister à la remise du Prix du Livre européen dont il préside le Comité. Bruxelles ? Son rêve le plus cher serait de venir y vivre six mois.

© SYLVAIN PIRAUX.

« On conduit les peuples avec de grandes idées ! »

Comment renverser la perception très négative de l'Europe dans la population ? Comment l'Europe peut-elle se rendre crédible par son message ?

Il y a une boussole ! Même si l'histoire de l'Europe est marquée par le bruit et la fureur, cette société, quand elle retrouve la paix – merci le prix Nobel car c'est cela qui est en cause – est la seule dans laquelle il y a un équilibre subtil entre l'Etat et l'individu.

L'Etat se garde d'opprimer l'individu, y compris dans ses libertés économiques et l'individu ne peut pas s'écarter aux dépens des intérêts collectifs. Tout ce qui fait le caractère attractif de l'Europe pour les autres pays, c'est cela. Les uns verront plus de liberté dans notre système, d'autres plus de cohérence et de solidarité. Mais c'est ce modèle qui est unique dans le monde et qui est le fruit d'une histoire complexe avec nos diversités.

Et là, pas d'indulgence pour nos dirigeants :

on propose aux peuples et on les conduit à travers les grandes idées !

Le prix Nobel nous a rappelé la paix, je vous rappelle l'autre, cette société d'équilibre. En économie, on dirait une société d'économie mixte avec la concertation sociale. Rappelez-vous les efforts que j'ai faits, quand j'ai été nommé à la Commission. J'ai tout de suite téléphoné aux patronats et syndicats européens pour leur donner rendez-vous à Val Duchesse. Je leur ai dit : « Nous allons enfin pratiquer de la concertation sociale ».

Avez-vous peur que la polémique sur le fait qu'il y ait deux intervenants pour le discours, seulement 20 chefs d'Etat sur 27, fasse du tort à l'impact du prix Nobel ?

Pas du tout. C'est secondaire. Ils m'ont proposé d'être dans la délégation des 30 mais j'ai préféré rester à Paris où je serai dans la délégation jointe de la Commission et du Parlement.

Je suis heureux de ce prix, en pensant à tous ceux qui se sont battus pour l'Europe. Parfois en choquant leurs contemporains, comme Robert Schuman, parfois en n'étant pas compris. Et puis il y a tous ces militants de base. Je me rappelle toutes ces personnes qui, avant guerre, se battaient contre du totalitarisme. Parmi eux, il y avait des croyants et des non croyants, des juifs et des non juifs. Beaucoup ont été torturés, sont morts.

Je me rappelle l'appel de Robert Schuman, devant le regard étonné, parfois hostile, de certains de ses collègues au gouvernement, parce qu'il restait quand même la guerre, la Shoah. L'époque était dominée par les ressentiments et les craintes. Vous imaginez la portée spirituelle, au sens laïque du terme de son appel ! C'est pour cela que la philosophe Hannah Arendt parlait « du pardon et de la promesse ». Le pardon qui n'est pas l'oubli, et la promesse donnée aux Allemands et aux autres qu'ils seront réintégrés dans la communauté internationale. Il n'y a rien de plus beau. ■

« Augmentez le budget de 20%, pour la croissance »

Quel est le grand projet actuel ?

Je suis d'abord pragmatique. Ce qui est important c'est premièrement, de consolider l'Union économique et monétaire (UEM), d'une manière claire. Deuxièmement, de redonner des perspectives à la grande Europe (les 27 pays membres), en disant que nous sommes des messagers de paix. Au besoin, nous devons nous compromettre pour essayer d'étendre cette paix. Comme on l'a fait à retardement, car nous étions divisés, sur les pays de la Yougoslavie. Il ne faut pas que le renforcement de l'UEM fasse peur aux pays qui n'en sont pas et qu'ils se disent qu'ils sont des citoyens de deuxième zone. Nous devons être un continent d'ouverture. Il ne faut pas que par des phrases abruptes nous passions pour un bloc chrétien, ruinant les chances d'un dialogue avec le monde musulman. Et troisièmement, d'assurer l'aide au développement. Nous sommes les premiers pour cette aide au développement et aux victimes de catastrophes, nous devons le demeurer. En même temps, il faut mieux définir nos rapports vis-à-vis de la Russie. Et, avec les Etats-Unis, ne pas se plaindre tout le temps que Mr Obama ne parle pas de nous, mais montrer qu'on existe.

Vous êtes pour une Europe à deux vitesses – l'Union économique et monétaire pour certains et la grande Europe pour tous –, mais en donnant la même importance aux deux plans ?

Si l'Europe a avancé et s'est relancée depuis 1985, c'est parce que nous avons appliqué la différenciation. Si nous avons attendu tout le monde

pour faire Schengen, il n'y aurait jamais rien eu. Idem pour l'euro. La formule de Genscher (ex-vice chancelier allemand) est la meilleure : « Certains pays ne peuvent pas avancer et négliger les autres. Mais ceux qui ne veulent pas avancer, ne peuvent pas empêcher les autres de le faire dans le respect des règles communes ». Ce n'est que l'application de ce principe pour faire de la zone euro avec une coopération renforcée, qui fonctionne. Alors évidemment ce n'est pas sim-



« Si l'Europe ne peut ouvrir les chemins de l'espoir de la reprise et de la solidarité, elle risque d'échouer »

ple, il y a les 17 et les 27, il y a aussi les 25 qui ont signé le « fiscal compact » et puis il y a la Grande-Bretagne... Ce n'est pas facile mais ce sont des principes clairs et croyez-moi, si la zone euro se consolidait, menait une coopération renforcée, elle ferait son travail et on passerait à d'autres sujets intéressants les 27.

Vous croyez à ce renforcement de l'Union économique et monétaire ? L'évolution récente prouve que Mme Merkel peut accepter l'intérêt

d'un traité qui clarifie les choses pour une UEM avec une coopération renforcée. Il est donc urgent de répondre à Mme Merkel.

Craignez-vous une insurrection sociale en Europe, à partir de la Grèce, de l'Espagne ?

Le risque d'augmentation des populismes est certain. Il y a beaucoup de colères et de souffrances.

Qui peut empêcher cela ?

Les pays doivent trouver les moyens de répondre. Je trouve que le dosage – je ne parle pas de l'orientation – des mesures n'était pas le meilleur, ni en Grèce ni en Espagne. Et puis pour répondre à cela, nous devrions augmenter de 20 % le budget européen, et consacrer ces 20 % uniquement à la croissance, à la croissance verte, au développement. C'est essentiel. Parce que si l'Europe n'est pas en mesure, d'une manière raisonnable, compte tenu des efforts que doivent faire les gouvernements, d'ouvrir les chemins de l'espoir de la reprise économique et de la solidarité sociale, alors elle risque d'échouer.

Qui doit porter cela ?

Pour l'instant, je ne vois que le Parlement européen. Mais j'ai une très confiance. Ainsi qu'en son président, Martin Schultz qui a le talent et l'énergie. C'est très bien que le Parlement européen se préoccupe de cela et fasse un contre projet.

Verhofstadt et Cohn-Bendit sont des agités ?

Ils jouent un rôle positif. Il faut aussi un peu d'indignation. J'ai beaucoup d'espoir. Il y a une vie militante européenne qui ne doit pas être négligée. ■

MARTINE AUBRY ET STEVIE

Vie personnelle,

zone interdite chez Jacques Delors. Il nous fera deux concessions en précisant que sa fille, Martine Aubry, qui adore venir avec son mari chiner à Bruxelles, se consacre à sa ville de Lille et a eu la joie d'être grand-mère il y a 2 mois. Et que l'un de ses grands plaisirs est de venir voir jouer Anderlecht avec Stevie Davignon, son ex-commissaire à l'Industrie, sans qui, dit-il, il n'aurait jamais réussi son défi.



© AFP.

Norvège Le Nobel de la paix remis à une UE « imparfaite » mais indispensable

L'Union européenne, qui traverse la pire crise de son histoire, a reçu hier à Oslo le prix Nobel de la paix. L'occasion pour ses représentants de prononcer un hymne à une union « imparfaite » mais indispensable pour éviter le retour des démons du passé.

Toile de fond de la cérémonie Nobel, la crise était dans tous les esprits et sur toutes les lèvres dans l'Hôtel de ville d'Oslo.

Le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, membre du trio chargé de recevoir le prix au nom de l'UE, a longuement évoqué dans son discours les conséquences sociales dramatiques de « la pire crise économique depuis deux générations », du diplômé en quête du premier emploi au travailleur licencié.

L'attribution du Nobel de la paix à l'UE a été critiquée au-delà des seuls milieux eurosceptiques, notamment parce que la crise de la zone euro a mis à rude épreuve la



Le président de l'UE, Herman Van Rompuy (2^e en partant de la gauche), le président de la Commission européenne José Manuel Barroso et le président du Parlement européen, Martin Schulz (à droite), ont reçu le prix au nom de l'UE. Photo AFP/John Macdougall

solidarité des États membres, et provoqué des troubles sociaux parfois violents, et des poussées extrémistes dans des pays comme la Grèce. Malgré trois ans de tractations parfois très vives, les pays riches du Nord du continent et ceux du Sud, surendettés et contraints à de douloureuses cures d'austérité, n'ont toujours pas trouvé une sortie de crise.

Avant de remettre le prix aux représentants des trois principales institutions européennes –

M. Van Rompuy et les présidents de la Commission José Manuel Barroso et du Parlement Martin Schulz –, le président du comité Nobel, Thorbjørn Jagland, a appelé l'UE à « aller de l'avant ».

« Sauvegarder ce qui a été gagné et améliorer ce qui a été créé pour nous permettre de résoudre les problèmes menaçant la communauté européenne aujourd'hui, c'est la seule façon de résoudre les problèmes provoqués par la crise financière », a dit M. Jagland. « Ensemble, nous de-

vous faire en sorte de ne pas perdre ce que nous avons construit sur les ruines des deux guerres mondiales », a ajouté le président du comité Nobel, connu pour son euphorie dans une Norvège qui, paradoxalement, refuse obstinément d'adhérer à l'UE.

« Ne pas perdre ce que nous avons construit sur les ruines des deux guerres mondiales »

Dans son discours parsemé de passages en différentes langues – symbole de la diversité européenne –, M. Barroso a admis les « imperfections » de l'Union mais souligné ses acquis sur un continent qui, a-t-il rappelé, a connu la Shoah, les guerres et le nationalisme extrême. « Notre quête d'unité européenne n'est pas une œuvre d'art parfaite, c'est une œuvre en cours de réalisation, qui requiert une attention constante et minutieuse », a-t-il estimé.

Parmi la vingtaine de chefs d'État et de gouvernement venus à Oslo, le président français François Hollande et la chancelière Angela Merkel, assis côte à côte, ont ostensiblement affiché leur entente à coup de chuchotements suivis de sourires.

Jacques Delors : « Il faut changer de traité »

L'ancien président de la Commission assistait hier à Paris à la retransmission de la remise du prix Nobel à l'Union européenne.



Jacques Delors plaide pour un nouveau traité. Photo AFP

Vous vous réjouissez aujourd'hui pour l'Europe. On vous a connu plus critique...

Je ne vais pas m'ajouter à tous les gens qui disent du mal de l'Europe. À quoi ça sert, pédagogiquement ? Si je disais du mal de l'Europe, les gens se diraient : même lui, le vieux con, il n'y croit plus ! Et je ne suis plus sur le terrain, je suis dans les gradins du stade. Il est vrai que, quand on parle technique, je propose mes solutions, par exemple pour consolider la zone euro. Mais il faut aussi être écouté. C'est parfois difficile d'être écouté dans son pays : charbonnier n'est jamais maître chez lui.

Vous avez quelqu'un à l'Élysée, François Hollande, qui se réclame de vous...

Ah, bon ?... Très bien.

Face à la crise, les États transfèrent de nouveaux pouvoirs à l'Europe. Ne faudrait-il pas le dire ?

Oui, je reproche que ces transferts soient faits de manière implicite. Je préférerais un changement de traité qui indiquerait là où la souveraineté est partagée, et là où elle est nationale... Nous sommes en train de laisser aux institutions européennes une partie de nos capacités budgétaires et financières, sans le dire. Il faudrait dire aux gens : voilà les nouvelles règles, nous sommes prêts à partager, et nous la France avons encore notre mot à dire.

Recueilli par Francis Brochet

Italie Monti vacille, l'euro tremble



Angela Merkel et François Hollande ont pu saluer Mario Monti à Oslo, hier. Photo AFP/John Macdougall

« C'est extrêmement grave » : on sentait hier la colère de Jacques Delors, alors qu'il commentait la chute de Mario Monti provoquée par Silvio Berlusconi. « Un trublion », enrage l'ancien président de la Commission, qui « joue avec son pays et avec l'Europe ».

Car c'est toute l'Europe qui tremble. L'arrivée au pouvoir de Mario Monti il y a un an, la confiance qu'il avait su redonner aux marchés et à ses partenaires, avait stoppé net la chute des dominos : d'abord la Grèce, puis l'Irlande, ensuite le Portugal, l'Espagne, l'Italie... Une faillite de l'économie italienne, la troisième de la zone euro, aurait alors été fatale à la zone euro.

C'est bien ainsi que l'ont entendu hier les marchés. Les bourses européennes ont d'abord chuté, avant de parier sur la stabilité. Mais les taux d'emprunt obligataires de l'Italie, qui mesurent la confiance dans sa capacité à rembourser ses dettes, sont repartis à la hausse.

Et cette crise de défiance a contaminé l'Espagne, dont les taux ont également augmenté.

Deux rendez-vous sont déjà fixés : jeudi et vendredi à Bruxelles, pour un sommet très important sur l'union bancaire, essentielle pour l'avenir des banques espagnoles en faillite. Et d'ici la fin de l'année, le passage au parlement italien du projet de budget préparé par Mario Monti, dont le rejet déclencherait une nouvelle tempête.

« La messe n'est pas dite », tempère la députée européenne Sylvie Goulard, qui vient de signer un livre avec le président du conseil italien, *De la démocratie en Europe* (Flammarion). Elle souligne que Mario Monti a seulement pris acte de la rupture du pacte d'union nationale l'ayant porté au pouvoir, et qu'il peut rebondir après les élections attendues en février. « Mais je crains une campagne très populiste », s'inquiète Sylvie Goulard. C'était d'ailleurs tout le propos de son livre avec Monti : « L'Europe souffre d'un problème de démocratie nationale, avec des jeux politiques nationaux sans lien avec la réalité de l'euro, qui sous-estiment l'interdépendance des économies ». Ou la preuve par Berlusconi...

Francis Brochet

New York Dominique Strauss-Kahn tourne la page judiciaire

L'ancien directeur du FMI va dédommager à l'amiable la femme de ménage du Sofitel de New York. Le montant de la transaction reste confidentiel.

L'année dernière, Dominique Strauss-Kahn et ses avocats refusaient avec indignation d'envisager une transaction à l'amiable avec Nafissatou Diallo, la femme de ménage guinéenne qui accusait DSK de l'avoir violée dans un hôtel de New York. L'ancien patron du Fonds monétaire international s'est finalement résolu à cette transaction. Le juge Douglas McKeon qui officie au tribunal du Bronx a annoncé hier soir que les parties étaient parvenues à un « accord négocié » qui met fin aux poursuites civiles contre DSK. Les termes de cet accord sont confidentiels, ce qui laisse

libre court à toutes les spéculations : combien le Français devra-t-il payer ? Il est question de 4 à 6 millions de dollars (3 à 4,6 millions d'euros), qui s'ajouteront aux sommes déjà faramineuses qu'a coûtées la « faute morale » de Dominique Strauss-Kahn. Ses avocats-vedette, William Taylor et Benjamin Brafman, devraient le soulager, à eux seuls, de plus de 4 millions de dollars...

La transaction, fréquente aux États-Unis dans ce genre de dossier où c'est la parole de l'un contre la parole de l'autre, n'est ni un aveu de culpabilité, ni un « blanchiment ». C'est un point final à un dossier qui traîne depuis 19 mois, contraignant DSK à démissionner du FMI et le privant de candidature à la présidentielle en France. L'arrangement avec Nafissatou Diallo – qui a également trouvé un accord amiable avec le *New York Post*, qui l'avait traitée de prostituée – permet à Dominique



La somme versée à Nafissatou Diallo reste secrète. Photo AFP/Miguel Medina

Strauss-Kahn de tourner la page américaine de ses turpitudes.

Appel dans l'affaire du Carlton de Lille

En France, où il a obtenu dès 2011 un non-lieu dans l'affaire Tristane Banon, DSK reste poursuivi pour proxénétisme aggravé

dans l'affaire du Carlton de Lille. Le dossier porte sur des parties fines organisées en Europe et aux États-Unis, avec la participation de professionnelles. DSK a toujours affirmé qu'il ignorait que les filles qu'il « consommait » dans ces soirées étaient payées.

La donne pourrait changer la semaine prochaine : DSK a fait appel de sa mise en examen et son pourvoi sera examiné le 19 décembre. Si, comme le demandent ses avocats, la procédure était déclarée nulle, il serait libre de toute entrave judiciaire, à défaut d'être relaxé en bonne et due forme. Il pourrait alors envisager de revenir en politique. En sachant que la reconstruction de son image sera longue et... non garantie. Et qu'il lui manquera l'aiguillon qui le poussait à concourir pour l'Élysée : sa femme, Anne Sinclair, dont il est désormais séparé.

Patrick Flugiger

Égypte La sécurité confiée à l'armée

Le président égyptien Mohamed Morsi a chargé l'armée d'assurer la sécurité jusqu'aux résultats du référendum constitutionnel de samedi.

Par ce décret, l'armée a retrouvé hier aussi le pouvoir d'arrêter des civils, un droit très décrié pendant la période où les militaires ont dirigé le pays, de la chute de Hosni Moubarak en février 2011 à l'élection de Mohamed Morsi en juin 2012.

Le chef de l'État a demandé à l'armée « d'appuyer les services de police et de coopérer avec elle » jus-

qu'aux résultats du référendum. « Les officiers et sous-officiers des forces armées participant aux missions de préservation de la sécurité et de protection des installations vitales de l'État [...] ont tous les pouvoirs d'arrestation judiciaire », selon le décret.

Dans un communiqué, l'organisation de défense des droits de l'Homme Amnesty International a dénoncé le texte, disant y voir une « faille dangereuse qui pourrait bien se traduire par des procès de civils devant des tribunaux militaires ».

Signe supplémentaire d'un climat politique et social tendu, M. Morsi a suspendu des hausses de taxes sur des produits de base (acier, ciment) et de grande consommation (cigarettes, sodas

notamment), en attendant la conclusion d'un « dialogue » sur leurs effets pour la population. Le parti des Frères musulmans, Liberté et Justice (PLJ), dont est issu M. Morsi, avait publié dans la nuit un communiqué rejetant ces hausses susceptibles « d'alourdir le fardeau des plus pauvres ».

Manifestations aujourd'hui

Après plus de deux semaines d'une crise marquée par de nombreuses manifestations parfois meurtrières, les deux camps appellent à de nouveaux rassemblements rivaux aujourd'hui dans les pays.

Hier soir, une grosse centaine d'opposants manifestaient dans

le calme devant le bâtiment, selon un photographe de l'AFP sur place. L'armée égyptienne, toujours influente après l'élection de M. Morsi, premier président civil du pays, a appelé samedi au « dialogue », ajoutant qu'elle ne permettrait pas que le pays connaisse un « désastre ».

M. Morsi a cherché à calmer les critiques en annulant samedi soir un décret du 22 novembre qui lui accordait de quasi pleins pouvoirs en plaçant ses décisions au-dessus de tout contrôle judiciaire.

Mais il a maintenu néanmoins au 15 décembre le référendum sur un projet de Constitution qui provoque la colère de l'opposition libérale et de gauche, ainsi que des milieux laïques et des églises chrétiennes.

JUSTICE. Un accord à l'amiable a été trouvé entre Dominique Strauss-Kahn et Nafissatou Diallo.

DSK tourne la page judiciaire à New York

L'ancien directeur du FMI va dédommager à l'amiable la femme de ménage du Sofitel de New York. Le montant de la transaction reste confidentiel.

L'année dernière, Dominique Strauss-Kahn et ses avocats refusaient avec indignation d'envisager une transaction à l'amiable avec Nafissatou Diallo, la femme de ménage guinéenne qui accusait DSK de l'avoir violée dans un hôtel de New York. L'ancien patron du Fonds monétaire international s'est finalement résolu à cette transaction.



Nafissatou Diallo (au centre) a conclu un accord avec DSK ce qui met fin aux poursuites civiles. Photo AFP

Appel dans l'affaire du Carlton de Lille

Le juge Douglas McKeon qui officie au tribunal du Bronx a annoncé lundi soir que les parties étaient parvenues à un « accord négocié » qui met fin aux poursuites civiles contre DSK. Les termes de cet accord sont confidentiels, ce qui laisse libre court à

toutes les spéculations : combien le Français devra-t-il payer ? Il est question de 4 à 6 millions de dollars (3 à 4,6 millions d'euros), qui s'ajouteront aux sommes déjà faramineuses qu'a coûtées la « faute morale » de Dominique Strauss-Kahn. Ses avocats-vedette William Taylor et Benjamin Brafman devaient le soulager, à eux

seuls, de plus de 4 millions de dollars... La transaction, fréquente aux Etats-Unis dans ce genre de dossier où c'est la parole de l'un contre la parole de l'autre, n'est ni un aveu de culpabilité, ni un « blanchiment ». C'est un point final à un dossier qui traîne depuis 19 mois, contraignant DSK à démissionner du FMI et le privant de candidature à

la présidentielle en France. L'arrangement avec Nafissatou Diallo – qui a également trouvé un accord amiable avec le *New York Post* qui l'avait traitée de prostituée – permet à Dominique Strauss-Kahn de tourner la page américaine de ses turpitudes.

En France, où il a obtenu dès 2011 un non-lieu dans l'affaire Tristane Banon,

DSK reste poursuivi pour proxénétisme aggravé dans l'affaire du Carlton de Lille. Le dossier porte sur des parties fines organisées en Europe et aux Etats-Unis avec la participation de professionnelles. DSK a toujours affirmé qu'il ignorait que les filles qu'il « consommait » dans ces soirées étaient payées.

La donne pourrait changer la semaine prochaine : DSK a fait appel de sa mise en examen et son pourvoi sera examiné le 19 décembre. Si, comme le demandent ses avocats, la procédure était déclarée nulle, il serait libre de toute entrave judiciaire, à défaut d'être relaxé en bonne et due forme. Il pourrait alors envisager de revenir en politique. En sachant que la reconstruction de son image sera longue et... non garantie. Et qu'il lui manquera l'aiguillon qui le poussait à concourir pour l'Elysée : sa femme Anne Sinclair dont il est désormais séparé.

PATRICK FLUCKIGER

DISTINCTION

Le Nobel de la paix remis à une Europe « imparfaite » mais indispensable

L'Union européenne, qui traverse la pire crise de son histoire, a reçu ce lundi à Oslo un prix Nobel de la paix contesté, l'occasion pour ses représentants de prononcer un hymne à une union « imparfaite » mais indispensable pour éviter le retour des démons du passé.

Le président du Conseil européen Herman Van Rompuy, membre du trio chargé de recevoir le prix au nom de l'UE, a longuement évoqué dans son discours les conséquences sociales dramatiques de « la pire crise économique depuis deux générations », du diplômé en quête du premier emploi au travailleur licencié. L'attribution du Nobel de la paix à l'UE a été critiquée au-delà des seuls milieux eurosceptiques, notamment parce que

la crise de la zone euro a mis à rude épreuve la solidarité des Etats membres et provoqué des troubles sociaux parfois violents et des poussées extrémistes dans des pays comme la Grèce.

Avant de remettre le prix aux représentants des trois

principales institutions européennes – M. Van Rompuy et les présidents de la Commission José Manuel Barroso et du Parlement Martin Schulz –, le président du comité Nobel, Thorbjørn Jagland, a appelé l'UE à « aller de l'avant ». « Sauvegarder ce

qui a été gagné et améliorer ce qui a été créé pour nous permettre de résoudre les problèmes menaçant la communauté européenne aujourd'hui, c'est la seule façon de résoudre les problèmes provoqués par la crise financière », a dit M. Jagland.

Parmi la vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement venus à Oslo, le président français François Hollande et la chancelière Angela Merkel, assis côte à côte, ont ostensiblement affiché leur entente à coup de chuchotements suivis de sourires.

JACQUES DELORS : « IL FAUT CHANGER DE TRAITÉ »

L'ancien président de la Commission, Jacques Delors assistait ce lundi à Paris à la retransmission de la remise du prix Nobel à l'Union européenne.

Vous vous réjouissez aujourd'hui pour l'Europe. On vous a connu plus critique...

« Je ne vais pas m'ajouter à tous les gens qui disent du mal de l'Europe. A quoi ça sert, pédagogiquement ? Si je disais du mal de l'Europe, les gens se diraient : même lui, le vieux con, il n'y

croit plus ! Et je ne suis plus sur le terrain, je suis dans les gradins du stade. Il est vrai que, quand on parle technique, je propose mes solutions, par exemple pour consolider la zone euro. Mais il faut aussi être écouté. C'est parfois difficile d'être écouté dans son pays : charbonnier n'est jamais maître chez lui. » **Face à la crise, les Etats transfèrent de nouveaux pouvoirs à l'Europe. Ne faudrait-il pas le dire ?**

« Oui, je reproche que ces transferts

soient faits de manière implicite. Je préférerais un changement de traité qui indiquerait là où la souveraineté est partagée, et là où elle est nationale... Nous sommes en train de laisser aux institutions européennes une partie de nos capacités budgétaires et financières sans le dire. Il faudrait dire aux gens : voilà les nouvelles règles, nous sommes prêts à partager, et nous la France avons encore notre mot à dire. »

RECUEILLI PAR FRANCIS BROCHET

Nobel de la Paix: l'UE encouragée

Tous les dirigeants de l'UE n'étaient pas là, mais une vingtaine tout de même ont assisté, hier à Oslo, à la remise du prix Nobel de la Paix.

L'Union européenne, qui traverse la pire crise de son histoire, a reçu hier le prix Nobel de la Paix. Ses représentants ont saisi l'occasion pour prononcer un hymne à une « union » imparfaite mais indispensable pour éviter le retour des démons du passé. Le président français François Hollande a toutefois voulu fermer la page de la crise, en affirmant à Oslo que la crise de la zone euro était « derrière nous ». « La Grèce: nous avons enfin apporté les fonds qu'elle attendait. L'Espagne: nous avons permis au socles perçus d'être renforcés. L'Italie: même s'il y a une incertitude politique, je suis sûr que les Italiens vont y répondre, comme il convient », a-t-il énoncé.

Après la remise du prix Nobel de la Paix à l'Union européenne. Une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement européens étaient présents, dont la chancelière allemande Angela Merkel. L'attribution du Nobel de la Paix à l'UE a été critiquée au



Présents tous les deux, Angela Merkel et François Hollande ont officiellement encouragé leur entente.

déjà des leurs milieux eurosceptiques, notamment parce que la crise de la zone euro a mis à rude épreuve la solidarité des Etats membres et provoqué des troubles sociaux parfois violents et des poussées extrémistes dans des pays comme la Grèce.

Delors: « Il faut changer de traité »

Vous vous réjouissez aujourd'hui pour l'Europe. On vous a connu plus critique...

Jacques DELORS, ex-président de la commission européenne (1985-1995): « Je ne vais pas rajouter à tous les gens qui disent du mal de l'Europe. À qui ça sert, pédagogiquement ? Si je disais du mal de l'Europe, les gens se diraient: même lui, le vieux con, il n'y croit plus ! Et je ne suis plus sur le terrain, je suis dans les gradins du stade. Il est vrai que, quand on fait technique, je propose mes solutions, par exemple pour consolider la zone euro. Mais il faut aussi être écouté ».



Photo AFP

Face à la crise, les Etats tentent de nouveaux pouvoirs à l'Europe. Ne faudrait-il pas le dire ?

« Oui, je reproche que ces transferts soient faits de manière implicite. Je préférerais un changement de traité indiquant là où la souveraineté est partagée, et là où elle est nationale... Nous sommes en train de laisser aux institutions européennes une partie de nos capacités budgétaires et financières sans le dire. Il faudrait dire aux gens: voilà les nouvelles règles, nous sommes prêts à partager, et nous la France nous en portons encore notre lot de mal ».

Recueilli par Francis BROCHET

Informations générales

Décès de l'homme qui avait fait tomber Papon

Michel Slitinsky, décédé samedi, a toujours cherché la vérité sur la mort de son père à Auschwitz. Autodidacte, il est parvenu jusqu'à Maurice Papon, qui sera le seul haut fonctionnaire français condamné pour la déportation.

L'ex-résistant Michel Slitinsky, dont les recherches ont servi de fondement au procès de Maurice Papon, est mort samedi à l'âge de 87 ans. Bordelais et fils de Juifs ukrainiens, rescapé d'une rafle et ancien résistant, il avait conduit l'ancien secrétaire général de la préfecture de Gironde (1942-44) devant la cour d'assises en réunissant des milliers de documents qui avaient révélé son rôle dans la déportation de Juifs sous l'Occupation. Papon a été le seul haut fonctionnaire français condamné pour son rôle dans la déportation des Juifs.

Michel Slitinsky, marié et père de deux enfants, installé à Talence, près de Bordeaux, était issu d'une famille qui avait fui l'Ukraine en 1912 pour s'installer en France. Son père, Abraham Slitinsky, a été rafle par les services de police de la préfecture de Gironde, déporté en octobre 1942 et gazé à Auschwitz. Cinquante-cinq ans plus tard, Michel Slitinsky devint porte-parole des parties civiles tout au long du procès contre Papon ouvert en octobre 1997.

Plainte des 1945

En 1981, cet ancien cadre commercial, inspecteur du travail et journaliste, avait transmis au Canard enchaîné des documents signés de la main de Papon, alors ministre du Budget de Valéry Giscard d'Estaing, tendant à prouver sa responsabilité dans l'arrestation et la déportation de 1 690 Juifs de Ménagev vers les camps de la mort via Drancy, en région parisienne, entre 1942 et 1944. Véritable « historien autodidacte », Michel Slitinsky, crière blanche, lunettes



Le 19 octobre 1944, à Bordeaux, Slitinsky s'était échappé par les toits alors que des policiers français étaient venus l'arrêter. En 1980, il découvre par hasard aux pures de Bordeaux, sur un organigramme d'époque, le nom de Maurice Papon suivi de sa fonction, accablante: secrétaire général, chargé des questions Juives. Quand ses documents paraissent dans Le Canard enchaîné le 6 mai 1981, Maurice Papon est... ministre du Budget. Slitinsky dépose les premières plaintes pour crimes contre l'humanité.

épaises, avait commencé sa « recherche pour la vérité » bien avant, n'hésitant pas, dès 1945, à porter plainte contre les policiers qui avaient tenté de l'arrêter à Bordeaux.

Papon a purgé 3 ans de prison avant d'être libéré en septembre 2002 pour raisons de santé. Il est mort en février 2007. « Il a payé. Malheureuse-

ment il n'est resté que 3 ans en prison, dans une prison dorée. Maurice Papon porte sur ses épaules la responsabilité de 1 600 arrestations, dont 250 enfants. Pour les enfants, il aurait pu faire un effort, dissimuler les listes dans son tiroir. Il ne l'a pas fait », avait lâché celui qui restera comme le « tombeau » de Papon.

Selon la présidente de l'association des Anonymes justes et persécutés durant la période nazie, Slitinsky vivait encore « avec des cartons d'archives partout, sous l'escalier, sur le canapé, au point qu'il fallait faire de la place pour s'asseoir », ce qu'il avait encore des mines d'or dans ses documents », a-t-elle ajouté.

Le téléphone qui tue affole le Cameroun

Depuis quelques jours, certains Camerounais alertent leurs proches pour leur demander de passer par rapport à la réception d'appels téléphoniques émis à partir d'un mystérieux numéro de téléphone commençant par +229 (indicatif téléphonique du Bénin), indique le ministre des Postes et Télécommunications, Jean-Pierre Biyiti Bi Essam.

A pris une telle ampleur au Cameroun que le gouvernement a publié hier dans la presse un communiqué pour la faire taire. « Une rumeur persistante mettrait en garde les utilisateurs du téléphone par rapport à la réception d'appels téléphoniques émis à partir d'un mystérieux numéro de téléphone commençant par +229 (indicatif téléphonique du Bénin) », indique le ministre des Postes et Télécommunications, Jean-Pierre Biyiti Bi Essam. « A cette rumeur aussi insensée que l'infondée,

M. Biyiti Bi Essam tient à rassurer les usagers du téléphone. En effet, techniquement et objectivement, un coup de fil mortel, ça n'existe pas », écrit le ministre.

Celui-ci « invite par conséquent les usagers du téléphone à rester sereins et confiants dans leurs communications, y compris celles venant de la République du Bénin ».

Le Japon est officiellement entré en récession. Initialement estimé en croissance de 0,1 %, le PIB de la troisième économie mondiale, derrière les Etats-Unis et la Chine, s'est contracté de 0,9 %, au 2ème trimestre. Ensuite, l'économie japonaise s'est contractée de 0,9 % entre juillet et septembre, entraînant ainsi deux trimestres de baisse consécutive.

STMICROELECTRONICS — Le titre du leader nippon des semi-conducteurs bondisse de 4,40 % à 5,22 €, en tête des hausses du CAC et du SBF 120. La direction des ventes de la filiale française de la compagnie ST-Enrich, proche de la contrepartie ST-Ericsson dans le cadre d'un nouveau plan stratégique d'achat de 100 millions de parts de la filiale française de la compagnie ST-Ericsson, a annoncé son intention de racheter la filiale française de la compagnie ST-Ericsson.

BOURSE DE PARIS

SEANCE DU 10 DÉCEMBRE 2012

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Les valeurs du CAC

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du government Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a principalement été motivée par la crise politique qui secoue l'Italie. Il faut dire que le chef du gouvernement Mario Monti a annoncé sa démission. La perspective de son départ altère les incertitudes sur l'avenir du pays, notamment en ce qui concerne la politique économique.

Après cinq séances consécutives de hausse, le marché parisien a fait preuve d'instabilité. Une prudence qui a



Le président du comité Nobel pour la paix, Thorbjørn Jagland (à gauche), également secrétaire général du Conseil de l'Europe, a invité l'Union européenne à « aller de l'avant » sur le chemin d'une paix qu'elle doit continuer de baliser. PHOTO AFP

CÉRÉMONIE DE REMISE DU PRIX NOBEL DE LA PAIX

« Ich bin ein Europäer ! »

Transformant le célèbre « Ich bin ein Berliner » de Kennedy devant le Mur de Berlin, le président du Conseil européen Herman Van Rompuy a retourné le symbole : l'Europe qui recevait le prix Nobel de la paix, hier à Oslo, est celle, unie, qui a fait tomber les murs et arrêté les guerres.

Dans quelle langue se parlaient-ils ainsi tout bas, François Hollande et Angela Merkel, assis l'un à côté de l'autre au premier rang des invités ? Le parterre d'Européens de haut rang qui a assisté hier à la remise du prix Nobel de la paix (les têtes couronnées norvégiennes, une grande partie des présidents et Premiers ministres des États membres de l'UE et... le maire de Strasbourg Roland Ries, pour ne citer qu'eux), a eu l'embarras du choix : quelques mots de portugais, quelques phrases en français, quelques points d'accent flamand ou norvégien et, bien sûr, beaucoup d'anglais... les discours ont été à l'image de l'Europe qu'ils célébraient. « L'Union européenne a toujours été le moteur des réconciliations. Elle a permis aux fraterni-

LE TWEET

« Alors on résume : Van Rompuy (pas élu) : un discours. Barroso (pas élu) : un discours. Schulz (seul élu) pas de discours. Étonnant non ? »

ALAIN JEAN-ROBERT (JOURNALISTE DE L'AFP À BRUXELLES - @ALAINJE)

tés entre les pays de se réveiller », a rappelé, dans son discours, le président du comité Nobel pour la paix, Thorbjørn Jagland. Et l'ancien Premier ministre europhile d'une Norvège qui refuse d'en-

trer dans l'UE et secrétaire général de son discret grand frère, le Conseil de l'Europe, a invité l'Union à « aller de l'avant » sur le chemin d'une paix qu'elle doit continuer de baliser.

Une œuvre en cours de réalisation

C'est une langue de Churchill matinée d'accent flamand qui a pris le relais avec le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy. « Notre continent, relevé de ses cendres après 1945 et réuni en 1989, a une phénoménale capacité à se réinventer. C'est aux générations à venir de continuer cette aventure commune. J'espère qu'ils s'attelleront à cette responsabilité avec fierté. Et qu'ils seront capables de dire, comme nous aujourd'hui : « Ich bin ein Europäer. Je suis fier d'être européen. I am proud to be European. » » Polyglotte affirmé et talentueux – tout comme le président du Parlement européen Martin Schulz, Allemand, présent pour recevoir la médaille mais sans être invité à démontrer son talent – José Manuel Barroso, comme les précédents orateurs, n'a pas fait l'autruche sur la crise



Retransmission de la cérémonie de remise du prix Nobel de la paix à l'Union européenne, place Kléber à Strasbourg. PHOTO DNA - LAURENT RÉA

que traverse l'Europe : « En tant que continent qui a surmonté la dévastation pour devenir l'une des économies les plus fortes du monde [...] nous avons une responsabilité particulière envers des millions de personnes dans le besoin. » « Notre quête d'unité européenne n'est pas une œuvre d'art parfaite, c'est une œuvre en

cours de réalisation qui requiert une attention constante et minutieuse », a poursuivi le Portugais. La crise politique, que les boudoirs de la cérémonie d'hier – le Britannique David Cameron en premier – incarnaient parfaitement par leur absence, a elle été passée sous silence. Cette langue froide que tout le monde

comprend. « Ce Nobel est la consécration de ce que nous avons été, et un encouragement à ce que nous devons être », commentait hier soir à Strasbourg Bernard Cazeneuve, ministre délégué aux Affaires européennes. Au travail, alors, messieurs les « Européers ». ■

ANNE-CAMILLE BECKELYNCK

Une semaine de décathlon

Strasbourg (Parlement européen). - Cette cérémonie du Nobel n'a été que la première « épreuve » du véritable décathlon européen qui va rythmer cette semaine, à l'agenda extrêmement chargé. Deux nouvelles cérémonies sont prévues au Parlement européen à Strasbourg demain : la première, aux aurores, pour célébrer à nouveau ce prix Nobel, dédié par l'assemblée à tous les citoyens européens. La seconde, à midi, pour remettre le prix Sakharov 2012 aux militants iraniens Jafar Panahi, cinéaste, et Nasrin Sotoudeh, avocate et militante des droits de l'homme. Le premier étant assigné à résidence et la seconde en prison, ils ont délégué cinq personnes pour recevoir le prix en leur nom, parmi lesquelles l'illustre réalisateur grec Costa-Gavras. Cette session plénière sera une nouvelle fois l'occasion d'un examen de textes législatifs sous forme de course de fond : budget européen, budget 2013, taxe sur les transactions financières, réglementations

aéroportuaires, accords commerciaux avec des pays tiers... Il va falloir garder le rythme. Jeudi, date importante pour Strasbourg, la Cour européenne de justice rendra son verdict dans l'affaire qui oppose la France au Parlement européen dans l'affaire dite « du calendrier ». Les députés européens ont-ils le droit de décider de fusionner des sessions plénières, et donc de raccourcir leur présence à Strasbourg ? C'est la question de l'avenir du statut de capitale européenne de la ville qui est posée. Et les anti-Strasbourg préparent déjà de porter la « bataille du siège » sur d'autres terrains s'ils échouent devant la Cour de Luxembourg. Ce jeudi sera aussi le jour d'un nouveau grand raout européen : les 27 chefs d'Etat et de gouvernement se retrouvent à nouveau pour un sommet de deux jours à Bruxelles. Avec, entre les deux journées, une nouvelle nuit de négociations. La traditionnelle épreuve de force...

ACB

L'ancien président de la Commission assistait, hier à Paris, à la retransmission de la remise du prix Nobel à l'Union européenne.

- Vous vous réjouissez aujourd'hui pour l'Europe. On vous a connu plus critique...
- Je ne vais pas m'ajouter à tous les gens qui disent du mal de l'Europe. A quoi ça sert, pédagogiquement ? Si je disais du mal de l'Europe, les gens se diraient : même lui, le vieux con, il n'y croit plus ! Et je ne suis plus sur le terrain,

je suis dans les gradins du stade. Il est vrai que, quand on parle technique, je propose mes solutions, par exemple pour consolider la zone euro. Mais il faut aussi être écouté. C'est parfois difficile d'être écouté dans son pays : charbonnier n'est jamais maître chez lui.

- Vous avez quelqu'un à l'Elysée, François Hollande, qui se réclame de vous...
- Ah, bon ?... Très bien.
- Face à la crise, les États transfèrent de nouveaux pouvoirs à l'Europe. Ne faudrait-il pas le dire ?

- Oui, je reproche que ces transferts soient faits de manière implicite. Je préférerais un changement de traité qui indiquerait là où la souveraineté est partagée, et là où elle est nationale... Nous sommes en train de laisser aux institutions européennes une partie de nos capacités budgétaires et financières sans le dire. Il faudrait dire aux gens : voilà les nouvelles règles, nous sommes prêts à partager, et nous la France avons encore notre mot à dire. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR FRANCIS BROCHET



Jacques Delors : « C'est parfois difficile d'être écouté dans son pays. » PHOTO AFP

FRANCE MONDE

Partielles Les électeurs de gauche sanctionnent le gouvernement

« C'EST N'EST PAS UN SUCCÈS pour la droite, c'est un succès pour l'abstention. » Voilà comment Harlem Désir, le Premier secrétaire du PS, a commenté hier les résultats des législatives partielles dans les Hauts-de-Seine, l'Hérault et le Val-de-Marne.

Des résultats qui sont défavorables aux candidats de la majorité largement distancés partout. Dans le Val-de-Marne, le PS ne sera même pas présent au second tour. Dans les Hauts-de-Seine, le sortant UMP Patrick Devedjian manque de peu une élection au premier tour. Même si les élections partielles ne sont pas mais aisées pour le pouvoir en place, la contre-performance du PS, en pleine crise de l'UMP, est un sérieux coup de semonce.

« C'est une abstention de crise », tente de défendre Harlem Désir, pas si à l'aise que ça.

« Le changement a commencé, avec les emplois d'avenir, la retraite à 60 ans pour ceux qui ont commencé à travailler tôt, l'embauche de nouveaux professeurs. Mais les résultats vont prendre du temps. »

« On n'a pas suffisamment expliqué la politique du gouvernement et la crise est réelle », reconnaît Frédéric Espagnac, porte-parole du PS. La crise économique, certes, mais aussi la crise de confiance : selon un récent sondage, les Français souhaitent que le gouvernement se concentre prioritairement sur la réduction des déficits et la fraude fiscale et sociale (et non sur le mariage pour tous, jugé moins urgent). Or la hausse continue du chômage et l'affaire Florange ne rassurent en rien l'électorat de gauche qui se dit de plus en plus entre gauche de la gauche et partisans de la social-démocratie.

Nathalie MAURET

Enseignement Le prof aurait demandé à ses élèves de s'imaginer au bord du suicide La rédaction qui choquo les parents

UN ENSEIGNANT d'un collège de Charente-Maritime s'est pendu à titre conservatoire, le temps que l'enquête administrative soit diligente. Lundi, après avoir été dénoncé par des parents pour avoir demandé à des élèves d'écrire une rédaction en se mettant dans la peau d'un jeune au bord du suicide et éprouvant du « dégoût » pour lui-même. Selon La Charente Libre, qui révèle l'affaire, les élèves de 2 classes de 3^e de ce collège se seraient vu proposer le 22 octobre le sujet suivant : « Vous venez d'avoir 18 ans. Vous avez décidé d'en finir avec la vie. Votre décision semble irrévocable. Vous décidez dans un dernier élan de livrer les raisons de votre geste. En dressant votre autoportrait, vous décrivez tout le dégoût que vous avez de vous-même. Votre texte retracera quelques événements de votre vie à l'origine de ce sentiment. » « Nous sommes révoltés que l'on puisse proposer ce genre de sujet à des enfants qui ont entre 13 et 14 ans », ont écrit des parents dans un courrier à l'établissement et à l'inspection d'académie, cité par le quotidien.

Quelle intention ?

L'enseignant devait être interrogé sur son « intention pédagogique ou éducative derrière la façon de poser la question », selon le directeur académique. Dans l'hypothèse où le sujet a été posé dans les termes rapportés par les parents, « on ne peut qu'être très surpris, le mot est faible », a-t-il ajouté. L'inspecteur d'académie a précisé que l'enseignant n'avait donné pour l'instant que des explications « confuses », mais qu'il pourrait développer dans les jours qui viennent ses motivations

pédagogiques. Ses explications permettent de dire s'il s'agit d'une « faute professionnelle » ou d'une « grosse maladresse », a-t-il expliqué. « Si le sujet a été lancé de cette façon sans accompagnement, sans contexte, c'est dangereux, il vaut mieux relire Camus », a pour sa part déclaré un élève de la ministre de l'Enseignement supérieur.

Un syndicaliste assistant l'enseignant, secrétaire départemental du Snes-PSU en Charente, a toutefois nuancé les choses, assurant qu'« il y a un décalage entre l'interprétation faite par quelques parents » et la réalité. « Quand les élèves ont demandé des précisions, le professeur les a effectivement aiguillés sur le fait de s'imaginer en fin de vie, pour mieux se décrire », a-t-il précisé, mais, « à aucun moment il n'a été question de suicide », a insisté le syndicaliste.

Plébiscité

Lola (prénom changé à sa demande), une élève de cet enseignant, a assuré n'avoir pas plâché sur ce sujet, mais sur un autoportrait « en se mettant dans la peau de quelqu'un qui ne se sent pas bien ». Elle a tenu à prendre la défense de l'enseignant : « C'est notre prof préféré, le meilleur prof que j'ai jamais eu au collège. On ne souhaite pas qu'il soit sanctionné. »

Un sujet ainsi posé « c'est très dangereux [...] surtout pour des adolescents qui se cherchent, doutent d'eux-mêmes », a expliqué le docteur Xavier Pommeroy, psychiatre et spécialiste de l'adolescence en difficulté. « Il faudrait plutôt leur dire "Qu'est-ce que vous feriez pour venir en aide à un ami qui vous parle d'idées suicidaires ?" » selon le médecin.

Prix L'Union européenne a reçu la récompense pour son rôle dans la transformation « d'un continent de guerre en continent de paix »

L'UE formellement Nobel de la paix

L'UNION EUROPÉENNE, qui traverse la pire crise de son histoire, a reçu lundi un prix Nobel de la paix contesté. L'occasion pour ses représentants de prononcer un hymne à une union « imparfaite », mais indispensable pour éviter le retour des démons du passé.

Tout de fond de la cérémonie Nobel, la crise était dans tous les esprits et sur toutes les lèvres dans l'hôtel de ville d'Oslo.

Le président du Conseil européen Herman Van Rompuy, membre du trio chargé de recevoir le prix au nom de l'UE, a longuement évoqué dans son discours les conséquences sociales

des guerres mondiales, a ajouté le président du comité Nobel, connu pour son rôle de médiateur entre les problèmes provoqués par la crise financière, a-t-il dit.

Construite sur les deux guerres mondiales

« Ensemble, nous devons faire en sorte de ne pas perdre ce que nous avons construit sur les ruines des deux guerres mondiales », a ajouté le président du comité Nobel, connu pour son rôle de médiateur entre les problèmes provoqués par la crise financière, a-t-il dit.

Dans son discours, par-



■ Hollande et Merkel ont affiché ostensiblement leur entente. AFP

mé de passages en différen-

tes langues - symbole de la

diversité européenne. « M. Barroso a admis les « imperfections » de l'Union mais souligné ses acquis sur un continent qui, a-t-il rappelé, a connu la Shoah, les guerres et le nationalisme extrême. » Notre quête d'unité européenne n'est pas une œuvre d'art parfaite, c'est une œuvre en cours de réalisation qui requiert une attention constante et minutieuse », a-t-il estimé. « Aujourd'hui, l'un des

symboles les plus visibles de notre unité est dans les mains de tous. C'est l'euro, la monnaie de notre Union européenne », a déclaré M. Barroso après avoir reçu le Nobel. « Nous le défendrons », a-t-il affirmé.

Hollande et Merkel côte à côte

Parmi la vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement venus à Oslo, le président français François Hollande et la chancelière Angela Merkel, assis côte à côte, ont ostensiblement affiché leur entente à coup de chuchotements suivis de sourires. Ce « prix du courage de l'audace de la solidarité » donne aux dirigeants européens « la responsabilité, pas simplement de la fierté », a dit M. Hollande.

Pour la cérémonie censée les honorer, les Vingt-Sept n'ont pas réussi à accorder les violons : un demi-douzaine de dirigeants européens ont décliné l'invitation, pas toujours pour des questions de calendrier. Parmi les absences de marque, le Britannique David Cameron, qui ne compte pas parmi les plus euro-enthousiastes, a laissé sa place au numéro deux du gouvernement, Nick Clegg. Pro-européen, ce dernier a célébré un prix « pour les peuples d'Europe, pas pour une institution ».

Attac décerne le Nobel de l'austérité

► L'ASSOCIATION Attac a estimé lundi « déplacé » le prix Nobel de la paix remis à l'Union européenne et lui a décerné à la place « un prix Nobel de l'austérité ». Les institutions et gouvernements de l'UE « imposent de vastes plans d'austérité sociale dans le dos des peuples, renforcent les capacités militaires de l'UE, la chasse aux migrants et mènent une politique commerciale agressive », indique l'association. Selon Attac, les politiques « mises en œuvre depuis 2 ans n'ont fait qu'aggraver la situation des pays qui les subissent » et « creusent ainsi l'écart entre les pays "du centre" et ceux "de la périphérie" ». Ces politiques, ajoute Attac, « renforcent les nationalismes ambiants et accentuent la guerre économique, en mettant grandement en danger la construction d'une Europe de solidarité et de coopération ».



Questions à Jacques Delors

L'ancien président de la Commission assistait hier à Paris à la retransmission de la remise du prix Nobel à l'Union européenne

« Je préférerais un changement de traité »

Vous vous réjouissez aujourd'hui pour l'Europe. On vous a connu plus critique...

Je ne vais pas m'ajouter à tous les gens qui disent du mal de l'Europe. A quoi ça sert, pédagogiquement ? Si je disais du mal de l'Europe, les gens se demanderaient : même lui, le vieux con, il n'y croit plus ! Et je ne suis plus sur le terrain, je suis dans les gradins du stade. Il est vrai que, quand on parle technique, je propose mes solutions, par exemple pour consolider la zo-

ne euro. Mais il faut aussi être écoute. C'est parfois difficile d'être écouté dans son pays : charbonnier n'est jamais maître chez lui.

Vous avez quelqu'un à l'Elysée, François Hollande, qui se réclame de vous... Ah, bon ?... Très bien.

Face à la crise, les États transfèrent de nouveaux pouvoirs à l'Europe. Ne faudrait-il pas le dire ?

Oui, je reproche que ces transferts soient faits de manière

implicite. Je préférerais un changement de traité qui indiquerait là où la souveraineté est partagée, et là où elle est nationale... Nous sommes en train de laisser aux institutions européennes une partie de nos capacités budgétaires et financières sans le dire. Il faudrait dire aux gens : voilà les nouvelles règles, nous sommes prêts à partager, et nous la France avons encore notre mot à dire.

Propos recueillis par Francis BROCHET

Education Le ministre de l'Education a lancé hier une campagne pour recruter 43.000 enseignants en 2013-2014 mais se heurte à une crise des vocations. Devenir prof ne fait plus rêver

Recherche profs désespérément

L'ÉDUCATION NATIONALE fait face à une crise de recrutement. Au concours des professeurs certifiés du printemps dernier, 706 postes sont restés vacants, soit près de 15 % des offres à pourvoir. Les principales matières touchées sont les mathématiques (652 admis pour 950 postes), les lettres classiques (l'anglais de la 1^{re} S), les disciplines, le nombre de candidats admissibles n'était pas suffisant pour établir une sélection : il y avait moins d'admissibles que de postes au concours ! Trois raisons expliquent ce désamorce pour la profession enseignante.

La formation. En 2010, la réforme dite de la « maîtrise professionnelle » a élevé au niveau bac +5 la qualification pour devenir enseignant, réduisant le vivier de candidats potentiels. Mais surtout, la réforme

de la formation des maîtres en supprimant l'année de stage a placé directement les nouveaux enseignants dans l'arène. « De nombreux étudiants sont terrorisés à l'idée de se trouver face à une classe sans avoir été formés avant », explique Frédéric Rolet, porte-parole du SNEP, principal syndicat enseignant du secondaire. Ils envoient les témoignages de leurs camarades et n'ont pas envie de se retrouver dans la même situation ».

Les conditions d'exercice du métier. Les affectations sont liées à un barème. Les plus jeunes ont moins de points et se retrouvent dans les zones difficiles. Enseigner dans des établissements tendus ne rend pas le métier attractif », analyse Frédéric Rolet.

La rémunération. Les salaires des professeurs français



■ 1.700 à 2.900 € net pour un prof.

Photo Alexandre MARCHI

sont inférieurs à la moyenne de l'OCDE. « Un professeur certifié débute à 1.700 € net, en milieu de carrière il gagne environ 2.500 € net, en fin de

déclassement. Vincent Peillon a annoncé le recrutement de plus de 40.000 enseignants en 2013-2014, la mise en place d'une formation rémunérée et la création sur trois ans de 18.000 « emplois d'avenir professeur » pour aider des étudiants modestes à poursuivre ces longues études. Le ministre de l'Education souhaite par ailleurs une évolution du métier, et est prêt à en tirer les conséquences au niveau salarial. « La rémunération est un sujet en soi, estime Frédéric Rolet. Je suis inquiet que une évolution de notre salaire soit liée à des contreparties ».

Elodie BÉCU

express

Egypte

Plus de pouvoir à l'armée

Le président égyptien Mohamed Morsi a chargé l'armée d'assurer la sécurité jusqu'aux résultats du référendum constitutionnel de samedi, au centre d'une grave crise politique et d'appels à manifester mardi qui font planer la menace de nouvelles violences. Par ce décret effectif lundi, l'armée retrouve aussi le pouvoir d'arrêter des civils, un droit très décrié à l'époque où les militaires dirigeaient le pays - de la chute de Hosni Moubarak en février 2011 à l'élection de M. Morsi en juin 2012. Le chef de l'Etat, issu des Frères musulmans, a demandé à l'armée « d'appuyer les services de police et de coopérer avec elle » jusqu'aux résultats du référendum. Signe supplémentaire d'un climat politique et social tendu, M. Morsi a dans la nuit renoncé à appliquer des hausses de taxes

sur des produits de base (acier, ciment) et de grande consommation (cigarettes, sodas...), quelques heures après les avoir décidées.

Syrie

Gain significatif

Des jihadistes se sont emparés lundi de la base Cheikh Souleimane, dernière place forte de l'armée à l'ouest d'Alep, portant un coup dur au régime et renforçant leur assise dans le Nord syrien, au détriment des rebelles de l'Armée syrienne libre (ASL). Dans le même temps, le nord de Damas, généralement calme, a connu ses combats les plus violents en 21 mois de conflit, tandis que la périphérie de la capitale était pilonnée par l'artillerie et l'aviation, le régime voulant y éradiquer les bases arrière de la rébellion. « L'opposition armée a enregistré un gain significatif », a noté le directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

FRANÇOIS HOLLANDE avait juré de ne pas mélanger sa vie privée avec sa fonction de président de la République. Il a dérogé une première fois à cette règle en apportant vainement son soutien à son ex-compagne Ségolène Royal lors des élections législatives du mois de juin. Avec les conséquences que l'on connaît : l'actuelle, Valérie Trierweiler, a pris la mouche et l'a défié en exprimant sur Twitter ses encouragements à l'adversaire de Ségolène Royal, provoquant un psychodrame dans la landerneau politique.

Témoignage « spontané »

Cette fois-ci c'est en faveur de Valérie Trierweiler qui intervient François Hollande. La première dame a porté plainte en diffamation contre les deux auteurs et l'éditeur d'une biographie qui lui est consacrée et auxquels elle réclame 80.000 € de dommages et intérêts pour atteinte à sa vie privée. Elle n'a pas apprécié la révélation de sa supposée liaison passée avec

l'UMP Patrick Devedjian. Le président de la République lui donne un coup de pouce en écrivant « spontanément » au tribunal qu'il n'a jamais demandé à Patrick Devedjian l'organisation d'une rencontre avec le Premier ministre de l'époque, Edouard Balladur, contrairement aux affirmations du livre. La droite dénonce une atteinte à la séparation des pouvoirs exécutif et judiciaire. Au parti socialiste, l'embarras est palpable. « C'est un simple témoignage, pas une pression », affirme Frédéric Espagnac, porte-parole du parti. Elle fait allusion à une pression sur la justice, pas à une pression de Mme Trierweiler sur François Hollande. Mais les deux ne sont pas incompatibles...

Manuel Valls est également intervenu en faveur de Valérie Trierweiler auprès du tribunal, et qui plus est, sur papier à en-tête du ministère de l'Intérieur. Le ministre s'en prend à la droite et à la gauche, et à la presse, dont les auteurs de la biographie rendent compte de l'entretien qu'il a ac-



■ La femme par qui le psychodrame est né. Photo AFP

cordé à l'un d'eux, ainsi que des propos qui lui sont attribués et qu'il dit « ne pas avoir tenus ». Là aussi, la

droite dénonce une rupture de la séparation des pouvoirs et des « pressions » sur la justice. Les auteurs du livre affirment qu'ils tiennent l'enregistrement de la conversation à la disposition du tribunal.

Patate chaude.

Le tribunal n'a pas abordé hier le fond de l'affaire. Il a fixé au 28 janvier sa décision sur les questions de procédure soulevées par la défense, qui a demandé l'annulation de l'assignation. Cela n'a pas empêché l'affaire de gagner en ampleur. Les interventions du chef de l'Etat et de son ministre de l'Intérieur ont largement fait déborder ce procès civil dans la sphère politique. L'affaire Trierweiler est une nouvelle patate chaude dans les mains de François Hollande.

Patrick FLUCKIGER

« La Frandreuse », par Christophe Jakubyszyn, chef du service politique de TF1-LCI, « L'Alibi », par Christophe politique à France 2, aux Éditions du Memento.

ECONOMY

The euro zone, core of a political union

By Jacques Delors

The multi-faceted crisis currently rocking the countries of Europe and the solutions devised by the European institutions has, ironically, given a fresh impulse to the debate on "political union": this phrase is absent from the conclusions of the European Council meeting held in June 2012 but it occasionally presented as a goal to be achieved in the middle term. It is more important than ever to push this debate forward on the basis of several key ideas, ahead of the European Council meeting scheduled for 13 and 14 December and above all of the European elections in 2014.

1. Political union, a partial reality and an indispensable perspective

The debate raging over the projects for a "budgetary union", an "economic union" and a "banking union" generates very high expectations the European Council of mid-December should not disappoint. It has the merit of reminding us that the common exercise of certain competences is the central issue which must underpin discussions on the "political union", which must absolutely be put into perspective to ensure the setting up of a stable and thriving EMU.

To go further, we need to be clear about exactly what the expression "political union" covers, because it is understood in very different ways from one European country to the next, with the result that this profusion of different meanings has been fuelling a spate of sterile debates, as indeed it was the case with the expression "economic governance". Thus it needs to be stressed that political union is already a European reality, incomplete and which needs to be deepened, as does the "Federation of Nation States" which the EU is too.



Former Commission President Jacques Delors

This "European political union" is indeed based on three factors: the EU member states have decided to exercise certain responsibilities together, and to this end they have set up common institutions, acting under the citizens' supervision.

Such a political union faces a crucial deadline in June 2014, with elections that will not only be electing new MEPs for the European parliament but will also have to ensure that the President of the new Commission is designated in a more democratic manner. In this perspective, the political parties need to start identifying their candidates and preparing their European agendas and platforms ahead of these elections. It is by reference to such an event that all supporters of a more efficient and more legitimate European integration must be mobilised.

2. Combining efficiency and legitimacy through "differentiation"

The euro zone crisis has already fostered a certain amount of often belated (yet nonetheless welcome) progress of European integration on the basis of a joint strengthening of the solidarity and supervision exercised by the EU: the approval of the "European Stability Mechanism" and the adoption of the "Fiscal Compact" are the most notable instances of that progress at this stage. All EU countries do not take part to this progress but those willing to were able to be involved, without being hindered.

But above and beyond the present crisis, it is a matter of organising better our "unity in diversity" in order to allow the European people to respond together to a good many of the internal and external challenges they currently face.

In each instance, setting up mechanisms allowing for a sharing of the exercise of sovereignty that is at once both effective and legitimate, to the benefit of the EU's member states and of its citizens should be the objective. An improvement in "functional federalism" already operating within the EU is the most reliable way of achieving this (as opposed to the notion of a "federal leap").

The drive to combine efficiency and legitimacy must also lead to move to "differentiation" within the EU, as in the past (for instance in connection with Schengen and with the euro) and as the recent crisis impels us. The EMU should then be implemented through the enhanced cooperation procedure, i.e. on the basis of the current treaties, so as to ensure effective dovetailing with the functioning of the EU27.

3. The euro zone, centre of gravity of European integration

The current crisis has clearly, and sometimes painfully, confirmed the economic, financial and political interdependence of euro zone member states and citizens, prompting them to act in order to safeguard and to strengthen it. It reminded us that belonging to the euro zone is based on specific rights and duties as far as dis-

cipline and solidarity are concerned. It also underlined the flaws due to the imbalance between monetary union and economic union, and it must now lead to firmly address the consequences and causes of such an imbalance.

This crisis made the euro zone appear like the natural core of an increased integration, which must be based on parallel continuing acts of solidarity and control: the creation of a European supervision of banks under the aegis of the ECB, and extension of the rescue funds to banks; a partial mutualisation of the issue of the euro zone member countries' debt (via "Eurobills" or "Eurobonds") and a further strengthening of the Commission's powers of control and sanction; an improvement of European co-ordination of economic and social policies in order to curb the excesses and abuses that threaten the proper functioning of the monetary union, through financial incentives offered to member states within a contractual framework; the creation of a "cyclical adjustment fund" playing the role of an insurance policy among the members countries...

On the institutional level, "euro zone summits" are already held to adopt the broad guidelines for the euro zone to follow and to reach decisions in times of crisis. The Commission must play its role to the full in defining these broad guidelines and in exercising all of the powers conferred on it by the treaties. The European Parliament must remain a crucial player in the adoption of the European legislative and budgetary decisions. In the spirit of article 13 of the "Fiscal Compact", cooperation between national parliamentarians from euro zone countries and European parliamentarians must at last ensure a more open political dialogue and reinforce democratic oversight for the euro zone executive entities. National parliaments must be assigned a more important role in the main budgetary decisions of the euro zone when such decisions have an impact on national budgets or when they concern a new budget for the zone.

A further integration of the euro zone, open to all European willing countries, must naturally go hand in hand with the launching of initiatives involving all EU countries. For example, within the single market, necessary efforts for a further social and fiscal harmonisation are required; it is within the EU27 that we must set in the project of a "European energy community" that we promote; or that we must encourage common actions related to foreign and security policies, on the basis of the proposals of the "Westerwelle report".

It is by combining this double perspective – euro zone and EU – that EU countries will best be able to better deepen their action in all fields of common interest and so deepen the "European political union".

* The European Steering Committee (ESC) brings together high-profile European figures to discuss subjects of fundamental importance to the future of the EU. It has a role in orienting the work of Notre Europe – Jacques Delors Institute and proposes ways forward for European integration. The complete list of the signatories is available: www.notre-europe.eu

commeunic@te
A Seminar Series on Effective EU Engagement

Insight, clarity and working knowledge for those engaged with policy-making and policy development in the European Union

"The Role, Powers and Limitations of the EU Institutions: And How to Impact the Decision-Making Process"
Thursday 31 January 2013

"Lobbying - The Lifeblood of Effective Engagement: Intelligent Collaboration with Policy-Makers and Other Stakeholders"
Thursday 21 February 2013

"Delivering Effective Communications - Joining the Dots"
Thursday 28 February 2013

SCOTLAND EUROPA Scotland Europa Conference Centre, Rond Point Schuman 6, Brussels

Full Programme & Registration
www.supportbase.eu.com/commeunic@te.html

More information about this seminar series:
+32 (0)2 503 2572 / +32 (0)2 513 6383
Email: ourevents@supportbase.eu.com

Support Base Events
EVENT LEADER

Burson-Marsteller
KNOWLEDGE PARTNER

NEWEUROPE
MEDIA PARTNER

dit, finaliser l'union bancaire, en instaurant un « mécanisme unique de supervision des banques (...) qui doit être pleinement opérationnel au 1^{er} janvier 2014 ». Mais les points controversés ne manquent pas. Hier soir encore, les ministres européens des finances tentaient de résoudre un différend franco-allemand sur le nombre de banques que superviserait la Banque centrale européenne (BCE).

Pour 2013-2014, Herman Van Rompuy fixe deux objectifs : la création d'une autorité unique chargée de la restructuration et de la liquidation des banques en difficulté, d'une part, et la possibilité d'« arrangements contractuels » entre les États et les institutions européennes pour plus de discipline budgétaire, d'autre part. Mais la France et l'Allemagne n'ont pas les mêmes ambitions. Si Paris n'est pas contre l'idée, ces contrats ne devront en aucun cas se limiter aux douloureuses réformes structurelles. « Il faut aussi des contrats sur la compétitivité et la croissance », indique une source diplomatique française, visant tous les États membres de la zone euro, pas seulement les plus en crise.

Enfin, Herman Van Rompuy renvoie à plus tard, après 2014 et donc les élections européennes, l'option d'une capacité budgétaire, sorte de « budget de la zone euro », qui pourrait servir soit à absorber les grands chocs économiques frappant un pays, soit à compléter les systèmes nationaux d'assurance chômage, par exemple. Mais Berlin, qui n'entend pas payer pour le chômage d'autres Européens, évoque seulement la possibilité d'incitations financières pour les meilleurs élèves de la discipline budgétaire. Pour Paris, ce budget doit être un « instrument de solidarité ».

Ainsi la plus lourde tâche du maître de cérémonie du sommet sera de convaincre la France et l'Allemagne d'avancer à la même cadence. Ce n'est pas gagné. Berlin

Jacques Delors et Helmut Schmidt dénoncent les « égoïsmes nationaux »



Helmut Schmidt et Jacques Delors, le 5 décembre à Bruxelles.

Invités récemment à Bruxelles, l'ancien président de la Commission européenne et l'ancien chancelier allemand ont été sans concessions avec les Vingt-Sept d'aujourd'hui.

L'un relança le marché européen, l'autre auparavant mit sur rail le système monétaire européen. Leur engagement européen n'est plus à démontrer. Réunis le 5 décembre dernier à Bruxelles, ces vieux routiers de l'Europe n'avaient qu'un message, l'urgence.

Pour Helmut Schmidt, 93 ans, qui fut chancelier outre-Rhin de 1974 à 1982, cette urgence doit être de dégager une partie du budget européen pour la croissance, qui doit permettre de donner de l'espoir aux jeunes. « Un chômage des jeunes de environ 50 % en Espagne, en Grèce, c'est un scandale, c'est quelque chose qu'on n'a encore jamais vu dans notre histoire, même pendant la Grande Dépression », a déclaré, irrité, l'ancien chancelier social-démocrate.

Jacques Delors, 87 ans, a d'abord insisté sur les urgences en zone euro : « On a besoin d'être au clair sur l'union économique et monétaire afin de rassurer, d'être lisible et de redonner de l'élan à l'Europe, sans que cela mette pour autant un terme à la grande Europe. » Pour l'ancien ministre socialiste, la crise de l'euro n'est pas derrière nous : « Les tensions sont si fortes que la zone euro risque d'exploder » à mesure que s'accroissent les disparités entre ses dix-sept pays membres. D'où son soutien sans faille à l'idée de l'union bancaire, du renforcement de l'union économique et monétaire, pour « éteindre le feu », « tout en apaisant ceux qui ne sont pas dans l'euro ». Mieux vaut accepter, selon lui, des transferts explicites de souveraineté pour renforcer la discipline budgétaire.

Mais la rigueur ne peut être la seule perspective des Européens. « Il me semble que les Vingt-Sept peuvent procéder à une différenciation, les banques d'affaires d'un côté et les autres banques

ERIC VIDAL

TUNISIE

Le principal syndicat annule son appel à une grève générale

L'UGTT, principal syndicat tunisien a annoncé hier retirer son appel à une grève générale aujourd'hui après l'annonce d'un projet de compromis avec le gouvernement dirigé par les islamistes du parti Ennahda. Le syndicat n'a pas revu le contenu de ce compromis. L'appel au débrayage laissait craindre d'heurts, le dernier grand mouvement social fin novembre ayant dégénéré en cinq jours d'affrontements.

N. V. (à Bruxelles)

RETROUVEZ "LE COUP DE CŒUR DE LA CROIX" AVEC EMMANUELLE GIULIANI TOUS LES JEUDIS DANS LE JOURNAL DU CLASSIQUE (13H30-14H00)

En partenariat avec :

la Croix

radio classique

Paris 101.1 FM

Réunis la semaine dernière, l'ex-président de la Commission et l'ancien chancelier ont déploré le manque d'ambition de l'UE.

Delors et Schmidt, les doyens veulent plus de moyens

Ils sont nés à une époque où l'Europe était un champ de batailles. Maintenant qu'ils ne briguent plus rien, après avoir consacré une partie de leur vie active à unifier le continent, ils n'ont pas de mots assez durs pour condamner les «*égotismes nationaux*» qui pourraient bien défaire ce qu'ils ont tenté de mettre sur pieds. La semaine dernière, ils étaient réunis dans une salle du Parlement européen, par la chaîne allemande ARD et l'Institut Goethe, pour un débat exceptionnel. L'Allemand Helmut Schmidt, 94 ans, qui fut tour à tour ministre de la Défense, ministre de l'Economie et, enfin, chancelier à l'époque de la guerre froide, fume cigarette sur cigarette dans son fauteuil roulant, visage sombre et fermé. Face à lui, le Français Jacques Delors, 87 ans, qui fut ministre de l'Economie puis président en-

blématique de la Commission européenne à Bruxelles, aurait presque l'air espiègle.

«Si l'on poursuit les politiques actuelles, je n'exclus pas la possibilité de voir l'Union européenne éclater», prévient Schmidt.

«L'Union est en danger, non seulement à cause de la crise mais aussi à cause de la mondialisation. L'esprit européen a disparu.

guerre. C'est avec beaucoup d'efforts que nous avons pu construire l'Europe d'aujourd'hui. Ils pensent que c'est normal, mais ça ne l'est pas !» Jacques Delors concède un «vice de fabrication» : «Les dirigeants européens ne se sont pas assez préoccupés de la convergence des politiques économiques. Il fallait une construction économique progressive et cela n'a pas été fait, ce sont les peuples qui le paient aujourd'hui.» Et Schmidt d'assé-

ner : «Quand je regarde les dirigeants actuels, je me demande qui, parmi eux, est digne de compter parmi les héritiers de Jean Monnet et Robert Schuman ! Qui veut continuer à construire l'Europe à part Jean-Claude Trichet et Mario Draghi ?» Delors, plus conciliant : «Ce vice de construction peut être réparé...» Schmidt : «Mais ce qui manque

«Je n'exclus pas la possibilité de voir l'Union européenne éclater.»

Helmut Schmidt la semaine dernière

On assiste au retour d'un nationalisme rampant, à un égoïsme à courte vue, à un manque de vision. La paix que les pères fondateurs de l'Europe ont obtenue, c'est une valeur incroyable !» en chaîne Delors.

Schmidt de renchérir. «Aucun dirigeant actuel n'a connu la

aux gouvernements, c'est la volonté d'agir !» Comment sortit de la crise ? A ces mots, Helmut Schmidt hârange le public : «Que la moitié des jeunes du continent soit touchée par le chômage, c'est un scandale ! Du jamais vu dans l'histoire, même pendant la Grande Dépression ! Il faut avant tout des mesures créatrices d'emplois !» Le Français : «Il faut changer le traité budgétaire européen car, en l'état, il apparaît essentiellement punitif. Or, il faut d'abord donner de l'espoir.»

L'Allemand hoche la tête : «Moi, je suis sceptique sur la modification du traité. Les gouvernements n'ont pas fait leur travail, c'est tout. Il faut que le Parlement se rebelle !» Un putsch ? Après deux heures de débat, même le sage Delors n'était plus hostile à l'idée.

Envoyée spéciale à Bruxelles
ALEXANDRA SCHWARTZBROD



Retransmission, devant le Conseil européen, de la cérémonie de remise du Nobel de la paix à l'Europe, lundi à Bruxelles. PHOTO G. GOBET / AFP

Jacques Delors

“L’EUROPE DOIT SE RELANCER”

Alors que l’Union européenne vient de recevoir le prix Nobel de la paix, **l’ancien président de la Commission de Bruxelles** prône une politique de relance pour les 27 Etats membres. **Entretien exclusif.**

PROPOS RECUEILLIS À BRUXELLES PAR **THIERRY BORSA**, **CHRISTIAN DE VILLENEUVE** ET **FRANÇOIS VEY**
AVEC LA COLLABORATION DE **MARINE BRUGERON** PHOTOS **WIM VAN CAPPELLEN**

Une semaine dernière, Jacques Delors s’est rendu à nouveau à Bruxelles, en marge de la remise du Prix du livre européen. Après deux heures d’échanges de haute volée sur l’avenir de l’Union européenne avec l’ancien chancelier allemand Helmut Schmidt, l’ex-président de la Commission de Bruxelles, infatigable défenseur de l’Europe, nous a livré son analyse et ses convictions.

Quelle est, pour vous, la signification du prix Nobel de la paix, remis à l’Union européenne, lundi 10 décembre ?

Jacques Delors. Cette distinction est exceptionnelle car, généralement, le comité du prix Nobel choisit une personnalité qui a œuvré pour la liberté, la dignité de l’homme. Pour une fois, il a décidé de le donner à une institution. C’est la célébration de deux concepts : la paix et la grande Europe. C’est le signe que les Européens ne doivent pas poser la veste sur le bord de la route. Même s’ils ont des difficultés, et Dieu sait si elles sont grandes, cela ne doit pas occulter le chemin parcouru. Nous devons accueillir cette distinction comme un encouragement.

Pensez-vous pouvoir ainsi remobiliser les jeunes générations qui ne se sentent pas concernées par l’idée européenne ?

Beaucoup de gouvernements ne parlent pas de l’Europe chez eux. Quand ils citent l’Europe, c’est pour parler des ennuis qu’ils ont avec la crise de l’euro ou, quand ils sont un peu plus lâches encore, ils disent : « Nous sommes obligés de faire ça, c’est la faute de Bruxelles. » Tous les militants de la cause européenne peuvent utiliser ce prix Nobel de la paix pour expliquer aux jeunes générations ce qu’est l’Union européenne et leur faire comprendre que les difficultés actuelles – qui sont le résultat de la mondialisation et de la crise financière internationale – n’annoncent pas le vieillissement ou l’agonie du projet.

Aujourd’hui, êtes-vous optimiste ?

L’Europe est en déclin, l’Europe perd son influence. Après la guerre, nous représentions 30 % de la population mondiale, et nous ne serons plus que 12 % dans quelques années. Raison essentielle pour choisir – par le renforcement de l’Union européenne – la survie, et dire non au déclin.



Pour Jacques Delors (ici à Bruxelles, le 6 décembre), un échec de l'euro serait un terrible retour en arrière de la construction européenne.

“En refusant l’union bancaire, la Grande-Bretagne va affaiblir l’Europe”

... Vous trouvez le budget de l’Union européenne insuffisant. Cette position n’est pas très populaire dans les Etats membres...

Ce n’est pas une hérésie de dépenser plus au niveau européen, parce qu’il est facile de montrer que 1 000 euros dépensés dans chaque pays ont moins de poids que 27 000 dépensés en actions communes. Il y a deux problèmes à résoudre. Premièrement, la taille du budget européen : on devrait avoir cette année une hausse de 20 % pour relancer les pays membres. Et deuxièmement, le problème des ressources propres de l’Union, pour assurer le financement de ses actions.

Quelle pourrait être cette recette ?

Il faut une combinaison de contributions nationales, de TVA et d’impôts verts. Nicolas Sarkozy, avait songé à un impôt destiné à empêcher les consommations excessives d’énergie. Il y a renoncé. C’est pourtant la voie d’un nouveau développement riche en emplois.

Mais cette augmentation du budget européen va à l’encontre de la posture de certains Etats comme la Grande-Bretagne...

La situation est compliquée, car le Premier ministre anglais David Cameron travaille déjà à contre-courant des idées européennes. S’il continue, il va affaiblir l’Europe. On lui fait des concessions en espérant qu’il acceptera l’union bancaire. Mais l’union bancaire, en veut-il ? Or, comme l’a indiqué le gouverneur de la Banque de France au *Financial Times*, « il faut absolument que nous rapatriions une partie de nos transactions dans la zone euro. » La puissance de la zone euro est là. La Grande-Bretagne semble ne pas vouloir d’une Europe qui combine le marché, la concurrence, l’ouverture vers l’extérieur avec un minimum de pilotage et de régulation. C’est cette économie mixte au niveau européen – ou une économie sociale de marché – qui constitue la personnalité de notre Europe.



Qu’est-ce qui menace l’Europe ?

L’évolution interne de nos sociétés se traduit par un individualisme de plus en plus grand et de plus en plus exacerbé. Cet individualisme ne tient pas compte de l’idée de communauté de l’Union européenne, une idée du vivre-ensemble. La mondialisation perturbe les Européens, qui ont le sentiment que les décisions leur échappent. Ce qui se traduit par deux phénomènes : une recherche d’identité d’un côté et, de l’autre, la résurrection d’un nationalisme rampant.

Quelles initiatives faudrait-il prendre ?

Pour lutter contre ces menaces, il faut, premièrement, consolider ce qui a été fait par l’Europe, autour de l’euro. Un échec de l’euro constituerait un terrible retour en arrière de la construction de l’Union européenne. Deuxièmement, il faut offrir à la grande Europe, celle des 27 – et l’année prochaine des 28, avec l’entrée de la Croatie – des perspectives positives. Or personne ne parle de la grande Europe, personne ne dit ce qu’elle peut faire du point de vue de la paix. La grande Europe, c’est la première distributrice d’aide au développement, d’aide aux réfugiés ; c’est quand même celle qui a permis à de nombreux pays de sortir de l’obscurité pour rejoindre le continent de la liberté

et de la démocratie. Ça a été vrai pour la Grèce, l’Espagne et le Portugal, ainsi que pour les pays de l’ex-Yougoslavie. Aujourd’hui, la Croatie va adhérer, les relations avec la Serbie sont bonnes, c’est plus difficile avec la Bosnie-Herzégovine, mais l’Europe continue son œuvre de paix, de pluralisme et de démocratie.

En ce moment, on a l’impression de voir naître un axe Merkel-Cameron...

Ce qui est frappant, c’est la faiblesse accrue du système communautaire, avec un recul des pouvoirs de la Commission voulu par Sarkozy et Merkel. Le problème, c’est la tentation, pour faire avancer les choses, de se rapprocher de la Grande-Bretagne. Ce serait faire trop de concessions à une vision de libre-échange, c’est-à-dire une Europe sans son modèle social et sans consistance politique.

Et si l’Europe proposait une politique très volontariste de croissance ?

Oui, c’est d’ailleurs ce qu’a compris le président de la République, François Hollande. Il a obtenu au Conseil européen ce Pacte de croissance qui n’est qu’un début mais, symboliquement et politiquement, c’est très important. Actuellement, on discute du budget des 27. Or, dans ce budget, les dépenses d’innovation, de recherche, de croissance représentent 10 %. C’est-à-dire 1 pour 1 000 du PIB de l’Europe. C’est pour cela que j’aime beaucoup la formule de l’ancien président du think tank Notre Europe (décedé en 2010), Tommaso Padoa-Schioppa : « Aux Etats, la rigueur, à l’Europe, la relance. » C’est ce qu’a défendu François Hollande : la bonne voie pour que la construction européenne aide les pays membres à retrouver la santé financière et le chemin de la croissance et de l’emploi.

Comment jugez-vous l’action de François Hollande en matière européenne ?

Au dernier Conseil européen, il a ouvert la voie à un rééquilibrage. Il a d’ailleurs remporté cette bataille avec l’aide de l’Espagne et de l’Italie, ce qui réaffirme l’idée de communauté. Mais, à mon avis, il bute sur le problème de l’acceptation d’un transfert de souveraineté compte tenu de sa majorité et de son électoral. Ce n’est pas une réticence purement hollandienne, c’est une réticence française. Ce qui me contrarie, c’est qu’on perd ainsi de notre capacité d’autonomie. On dit que la souveraineté est l’essentiel, et on ne se rend pas compte qu’implicitement, on en perd, sans le dire. Moi, je préfère que l’on se mette autour d’une table et qu’on décide ensemble comment fonctionner. C’est la souveraineté partagée. ●

Jacques Delors interviewé sur BFM TV pour la dernière émission de l'année



Dimanche 23 décembre 2012, Jacques Delors est l'invité d'Olivier Mazerolle sur BFMTV pour la dernière émission "BFM politique" de l'année, de 18h à 20H.

Au programme: retour sur le parcours politique français et européen de Jacques Delors et analyse de la situation actuelle en Europe. Valéry Giscard d'Estaing est également l'invité de cette grande émission.

JACQUES DELORS

„Mehr Integration in Eu

Der frühere Chef der EU-Kommission lobt Deutschlands Rolle bei der Reform der Währungsunion und legt den Briten den EU-Austritt nahe.

Das Interview führte **Thomas Hanke** in Paris.

Herr Delors, seit Mitte des Jahres scheint das Schlimmste der Euro-Krise hinter uns zu liegen. Wie stark oder wie schwach steht Europa heute da?

Alles hängt davon ab, wie gut die Regierungen die Wirtschafts- und Währungsunion konsolidieren. In dieser Hinsicht ist noch nichts entschieden. Um es mit einem Bild zu sagen: Die Feuerwehrleute können sich ausruhen, jetzt sind die Architekten gefragt. Aber daran mangelt es.

Auch in den beiden größten europäischen Volkswirtschaften Deutschland und Frankreich?

Die Kanzlerin hat erst gebremst. In den ersten drei Jahren nach Ausbruch der Krise war sie so passiv, so zögerlich, dass es sogar Nicolas Sarkozy, der kein großer Europäer ist, zu viel wurde. Aber jetzt geht sie voran, weiter als die anderen Mitgliedstaaten. Leider hat Frankreich das noch nicht richtig verstanden.

Bis wann hat Merkel gebremst?

Bis Anfang 2012. Es war auch nicht einfach für sie. Ich bin keiner, der nur auf der Tribüne sitzt und sich das Spiel anschaut. Ich versuche, mich in die Spieler hineinzuversetzen. Frau Merkel hat lange gezögert, ich habe sie hart kritisiert. Aber in einem bestimmten Moment hat sie verstanden, dass Deutschland nur eine privilegierte Rolle in Europa behält, wenn sie als Kanzlerin vorausgeht - auch mit Schritten, die von der eigenen Öffentlichkeit nicht sofort verstanden werden. Sie hat eine wichtige Geste gegenüber Griechenland gemacht und außerdem gezeigt, dass sie die Wirtschafts- und Währungsunion institutionell stärken will.

Man hat aber nicht den Eindruck, dass es nun mit Riesenschritten vorangeht.

Nein. Ich sage Ihnen ganz offen: Mich beunruhigt, dass niemand die Vorschläge der Kanzlerin zur Stärkung der politischen Strukturen der Euro-Zone aufgreift. Sie hat viel angeboten, aber niemand reagiert darauf. Das macht mich besorgt. Und traurig.

In Europa scheinen nur wenige bereit zu sein, mehr Souveränität abzugeben.

Es geht nicht um einen vollen europäischen Föderalismus, sondern um ein System, in dem wirtschaftliche und monetäre Integration im Gleichgewicht sind und das die Völker kontrollieren können. Deutschland stellt zu Recht fest, dass die europäischen Strukturen nicht mehr effizient sind und nicht ausreichen, um die Sorgen der Deutschen zu entkräften. Auf dem letzten EU-Gipfel kam aber keine Reaktion von den anderen Ländern. Ich hoffe, Frau



Jacques Delors: Erfolgreicher Kämpfer für die europäische Einigung.

Merkel lässt sich nicht entmutigen. Auch wenn einige Regierungen Angst vor einem neuen Referendum haben: Wir brauchen stärkere Strukturen, im Rahmen einer verstärkten Zusammenarbeit, um das dauerhafte Bestehen der Wirtschafts- und Währungsunion zu sichern.

Mehr Europa, das war in der Vergangenheit eine positive Vision. Heute dagegen fassen viele Europäer das wie eine Bedrohung auf.

Das ist ein berechtigter Einwand. Valéry Giscard d'Estaing hat vor kurzem gesagt, dass die Krise nicht durch den Euro hervorgerufen wurde, sondern durch die Dummheiten der Regierungen. Ich habe ihm geantwortet: Diese Dummheiten wurden jedoch von einem falschen Verständnis der Wirtschafts- und Währungsunion und von mangelnder Wachsamkeit des Euro-Rates begünstigt.

Eine überraschende Folge der Euro-Krise ist, dass die Euro-Zone zum eigentlichen Machtzentrum wird - zulasten der EU.

Die 17 Mitglieder der Wirtschafts- und Währungsunion müssen aufpassen, dass sie die anderen zehn, bald elf, nicht vergessen. Alle Mitgliedstaaten müssen überzeugt sein, dass das Europa der 27 - demnächst 28 - zählt.



Wenn die Briten den Trend zu mehr Integration in der EU nicht ertragen, können wir trotzdem Freunde bleiben, aber auf anderer Basis.

Wie kann man ihnen dieses Gefühl vermitteln?

Die EU bleibt die Gemeinschaft, die auf gemeinsames Recht, auf den Binnenmarkt und den Zusammenhalt gegründet ist. Man muss das aber erklären. Weil alle mit der Euro-Krise beschäftigt sind, vergessen die Politiker das größere Europa, die EU. Ihr Organisationsmodell wird nach wie vor von vielen anderen Ländern in Lateinamerika, in Asien und in Afrika als Vorbild angesehen.

Ist Europa nicht wegen seiner Probleme mit der eigenen Währung in Verruf geraten als Auslöser einer weltweiten Finanzkrise?



Natürlich brauchen wir eine solidarische Integration. Aber das bedeutet nicht, dass es einen Zahlmeister für alle gibt. Deutschland ist bereit zu einer echten politischen Konsolidierung. Jetzt sind die anderen am Zug, vor allem Frankreich.

ropa? Dann los, Frau Merkel!“



Unsere Regierungen sollten mehr konstruktive Visionen entwickeln. Darin sind sie derzeit zu schwach, mit Ausnahme von Frau Merkel.

Die Finanzkrise haben die USA ausgelöst, der Euro hat aufgrund bestimmter Schwächen nur dazu beigetragen.

Es ist nicht ganz einfach, die Stärken der EU herauszustellen, wenn ein großer Mitgliedstaat wie Großbritannien schon mit einem Fuß aus der Tür ist. Den Briten geht es allein um ihre Wirtschaftsinteressen, um mehr nicht. Man könnte ihnen eine andere Art von Partnerschaft vorschlagen.

Sie wollen sagen: Großbritannien muss nicht Mitglied der EU sein?

Wenn die Briten den Trend zu mehr Integration in der EU nicht ertragen, können wir trotzdem Freunde bleiben, aber auf anderer Basis. Ich könnte mir eine Form wie den Europäischen Wirtschaftsraum vorstellen oder ein Freihandelsabkommen.

Noch mal: Großbritannien wäre nicht mehr Mitglied der EU?

Nein. Aber ein privilegierter Partner. Großbritannien ist strategisch und wirtschaftlich wichtig, aber das sind andere Länder auch. Wir müssen auch an Indien und China denken. Unsere Regierungen sollten mehr konstruktive Visionen entwickeln. Darin sind sie derzeit zu schwach, mit Ausnahme von Frau Merkel.

VITA

JACQUES DELORS

Überzeugter Europäer Der 1925 in Paris geborene Jacques Delors stieg in der französischen Politik bis zum „Superminister“ für Wirtschaft und Finanzen unter Präsident François Mitterrand auf, bevor der Sozialist im Januar 1985 Präsident der damaligen EG-Kommission wurde, der er zehn Jahre lang vorstehen sollte. Schon früh setzte sich der Jurist und Ökonom für eine stärkere Integration Europas ein und trieb unter anderem die Vollendung des Binnenmarktes voran. Auch die Vorarbeiten für die Wirtschafts- und Währungsunion, die im Vertrag von Maastricht mündeten, hat er – gegen britischen Widerstand – entscheidend vorangetrieben.

Stiftungsgründer Auch den „Pensionär“ Delors ließ das Thema europäischer Einigungsprozess nie los. So gründete er 1996 die Stiftung „Notre Europe – Institut Jacques Delors“, die mit Studien und Seminaren die Debatte über die Zukunft der Europäischen Union belebt.

Sie haben als Kommissionspräsident die Deutschen aufgefordert, selbstbewusster aufzutreten. Heute sagen viele Europäer, Deutschland beherrsche Europa.

Das kann man nur sagen, wenn man einen Minderwertigkeitskomplex hat. Und der bringt niemanden weiter. Wie Deutschland auf den Aufstieg der Schwellenländer reagiert hat, das ist beispielhaft. Die Bundesrepublik stand mit der Integration Ostdeutschlands vor einem gewaltigen Problem, das sie bewältigt hat. Und sie hat sich unter Schröder modernisiert – auf etwas harte Weise, aber sie hat es geschafft.

Deutschland ist Ihnen nicht zu mächtig?

Nicht Deutschland ist das Problem, sondern die Tatsache, dass andere Länder lieber den Kopf in den Sand stecken. Es gibt historische Situationen, in denen man politische Risiken eingehen muss. Als die Mauer fiel, habe ich gesagt: Ostdeutschland gehört zu Europa. Da war was los in Frankreich! Wenn heute die Kanzlerin die Integration vorantreiben will, muss die Antwort lauten: Dann mal los, Frau Merkel, lassen Sie uns konkret werden.

In Griechenland und Spanien sehen Sie eher eine andere Reaktion, da wird Merkel in Naziuniform abgebildet. Und viele Franzosen beklagen sich über ein deutsches Europa. Sind die alten Dämonen erwacht?

Sicher, die Demagogie wird stärker. Aber wenn manche Griechen und Spanier den Deutschen die Schuld an ihrer Lage geben, täuschen sie sich. Ihre eigenen Regierungen haben den Karren in den Dreck gefahren, und die einfachen Bürger müssen ihn jetzt rausziehen. Das darf man nicht vergessen. Europa befreit niemanden davon, seine Hausaufgaben zu machen. Das Motto ist eher: Hilf dir selbst, dann hilft dir Europa.

Selbst die Bürger in Südeuropa, die das verstanden, sagen aber: Treibt die Sanierung nicht zu weit, lasst uns Luft zum Atmen.

Mich trifft das Leid, das viele Menschen in Südeuropa jetzt ertragen müssen. In einer Suppenküche essen zu müssen, das ist schrecklich. Aber grundsätzlich gibt es nur eine Alternative, das ist der Austritt aus dem Euro und eine kräftige Abwertung. Dann wäre aber nach kurzer Zeit das Leid noch schlimmer.

Eine andere Möglichkeit ist, zumindest den Griechen einen weiteren Teil ihrer Schulden zu erlassen.

Ja, ein Schuldenschnitt ist eine gute Idee. Aber erst sollten wir abwarten, was in den nächsten Jahren geschieht. Ein Teil der Schulden wurde schon gestrichen. Jetzt müssen die Griechen wirklich ihr Verhalten ändern. Niemand hat so viel Unsinn gemacht wie sie. Ich bin dafür, dass sie im

Euro bleiben, aber das hat seinen Preis, natürlich auch für die Griechen selbst.

In Deutschland fällt es schwer, sich einen Reim auf die Europapolitik von Frankreichs Präsident Hollande zu machen.

Da müssen sie erstens bedenken, dass ungefähr die Hälfte seiner Wähler 2005 gegen den europäischen Verfassungsvertrag gestimmt hat. Und zweitens ist es Frankreich immer schwergefallen, auf Souveränitätsrechte zu verzichten. Unsere republikanische Monarchie denkt immer noch nostalgisch an ihre vergangene Größe zurück.

Halten Sie einen Kompromiss für möglich zwischen Frankreichs Forderung nach mehr Transfers, einer teilweisen Verge-

meinschaftung der Schulden und der deutschen nach mehr politischer Integration? Das kann man nur hoffen. Aber der Ball liegt bei Frankreichs Regierung. Natürlich brauchen wir eine solidarische Integration, wie Hollande sagt. Er hat im Übrigen eine Umorientierung der EU hin zu mehr Wachstum bewirkt. Aber das bedeutet nicht, dass es einen Zahlmeister für alle gibt. Wir benötigen eine Reform der Institutionen. Und das Gegengewicht zu einer Art von Wirtschaftsregierung muss dann eine parlamentarische Versammlung sein, gebildet aus den Abgeordneten der nationalen Volksvertretungen und des Europäischen Parlaments. Deutschland ist bereit zu einer echten politischen Konsolidierung. Jetzt sind die anderen am Zug, vor allem Frankreich.

Ist es denn richtig zu sagen: keine Verge-

meinschaftung von Schulden, solange es keine weitgehende Integration gibt? Absolut, man kann nicht von einem Land verlangen, für alle einzustehen. Solidarität ja, aber unter der Bedingung, dass es eigene Verantwortung gibt. Um es auf eine knappe Formel zu bringen: Verantwortung drückt sich in Zahlungsfähigkeit aus. Man kann kein künstliches Paradies schaffen und sagen: Keine Sorge, ein oder zwei Länder zahlen für alle.

Zwischen der deutschen und der französischen Regierung läuft es derzeit nicht gut. Woran liegt das?

Vor allem am schleichenden Nationalismus. Angst vor der Globalisierung, stärker werdender Populismus – da kommt viel zusammen.

Ist das deutsch-französische Tandem eine Sache der Vergangenheit?

Nein, das ist es nicht. Die beiden Länder zusammen erzielen immerhin mehr als die Hälfte der europäischen Wirtschaftsleistung. Sie können zu zweit nicht Europa dominieren, aber sie müssen zusammenarbeiten. Mir ist wichtig, dass die Feier zum 50. Jahrestag der Élysée-Verträge keine Show wird – eine Messe ohne Glauben, wie die Katholiken sagen. Ich fürchte aber, dass es so kommt. Wir haben genug zu tun, genug Basisarbeit zu leisten. Sonst werden alle Nostalgiker wieder stärker, bis hin zu denen, die sich den Versailler Vertrag zurückwünschen.

Ist nicht heute die Sympathie der Franzosen für Deutschland viel größer als früher?

Das stimmt, seit 15 Jahren hat sich was getan. Kein Volk ist bei den Franzosen so beliebt wie das deutsche.

Herr Delors, wir danken Ihnen für das Interview.



Jacques Delors mit Frankreich-Korrespondent Thomas Hanke in Paris.

C'est arrivé cette semaine 29/12/2012 - 09:00

C'est arrivé cette semaine – 29/12/12

Un regard sur les grands enjeux de nos sociétés, en décryptant, avec des intellectuels, des artistes, des témoins, les événements qui se sont passés.

1/ « L'élection de François Hollande »

Jacques Julliard

Historien et journaliste

Auteur de « Les gauches françaises (1762-2012 : histoire, politique et imaginaire) », éd. Flammarion (septembre 2012)

2/ « L'euro sauvé ? »

Jacques Delors

Ancien Président de la commission européenne.

Fondateur du think tank « Notre Europe ».

3/ « L'affaire Merah »

Gilles Kepel

Politologue, spécialiste de l'islam. Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

Auteur de « quatre vingt treize », éd. Gallimard (février 2012)

Auteur de « Banlieue de la République : L'enquête », éd. Gallimard (février 2012)

4/ « Les JO de Londres de 2012 »

Alain Bernard

Champion olympique de natation et Champion d'Europe 2008 sur 100m